

No. 14308

BELGIUM

and

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

Consular Convention (with protocol and exchange of letters). Signed at Brussels on 12 July 1972

Authentic texts: French, Dutch and Russian.

Registered by Belgium on 15 September 1975.

BELGIQUE

et

**UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES
SOVIÉTIQUES**

Convention consulaire (avec protocole et échange de lettres). Signée à Bruxelles le 12 juillet 1972

Textes authentiques : français, néerlandais et russe.

Enregistrée par la Belgique le 15 septembre 1975.

CONVENTION CONSULAIRE¹ ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

Sa Majesté le Roi des Belges et le Présidium du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques,

Désireux de régler les relations consulaires entre les deux Etats et de contribuer ainsi à la promotion de leurs rapports dans l'esprit de l'amitié traditionnelle existant entre les deux peuples,

Ont résolu de conclure une Convention consulaire et, à cet effet, ont désigné comme Plénipotentiaires :

Sa Majesté le Roi des Belges : Pierre Harmel, Ministre des Affaires étrangères du Royaume de Belgique, et Henri Fayat, Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur;

Le Présidium du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques : Andreï Andreïevitch Gromyko, Ministre des Affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

TITRE I. DÉFINITIONS

Article 1. Dans la présente Convention, il faut entendre :

1. Par «poste consulaire», tout consulat général, consulat, vice-consulat ou agence consulaire.

2. Par «chef de poste consulaire», le fonctionnaire consulaire qui dirige un poste consulaire.

3. Par «fonctionnaire consulaire», toute personne y compris le chef de poste consulaire, chargée en tant que fonctionnaire consulaire de carrière de l'exercice des fonctions consulaires; cette définition couvre également les personnes adjointes au poste consulaire en vue de leur formation pour la carrière de fonctionnaire consulaire.

4. Par «employé consulaire», toute personne qui exerce des fonctions administratives ou techniques dans un poste consulaire.

5. Par «membre du personnel de service», toute personne affectée au service domestique d'un poste consulaire.

6. Par «membre du poste consulaire», un fonctionnaire consulaire, un employé consulaire ou un membre du personnel de service.

7. Par «membre du personnel privé», toute personne employée exclusivement au service privé d'un membre du poste consulaire.

8. Par «circonscription consulaire», le territoire dans l'Etat de résidence, dans les limites duquel un fonctionnaire consulaire exerce ses fonctions.

9. Par «navire», tout navire battant le pavillon de l'Etat d'envoi.

¹ Entrée en vigueur le 25 juillet 1975, soit le trentième jour qui a suivi la date de l'échange des instruments de ratification, qui a eu lieu à Moscou le 25 juin 1975, conformément à l'article 50, paragraphes 1 et 2.

TITRE II. ÉTABLISSEMENT DES POSTES CONSULAIRES; DÉSIGNATION DES FONCTIONNAIRES CONSULAIRES ET DES EMPLOYÉS CONSULAIRES

Article 2. 1. Un poste consulaire ne peut être établi dans l'Etat de résidence qu'avec le consentement de cet Etat.

2. Le siège du poste consulaire, sa classe et sa circonscription consulaire sont fixés d'un commun accord entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence.

Article 3. Avant la nomination du chef de poste consulaire, l'Etat d'envoi demande par la voie diplomatique le consentement de l'Etat de résidence pour cette nomination.

Article 4. 1. La mission diplomatique de l'Etat qui a nommé le chef de poste consulaire communique au Ministère des Affaires étrangères de l'Etat de résidence la lettre de provision du chef de poste, laquelle indique ses noms et prénoms, son rang, la circonscription consulaire et le siège du poste consulaire.

2. Un chef de poste consulaire est admis à l'exercice de ses fonctions après sa reconnaissance en cette qualité par l'Etat de résidence. Cette reconnaissance est donnée sous la forme d'un exequatur; celui-ci est délivré aussitôt que possible et sans frais.

En cas de nécessité, l'Etat de résidence accorde une reconnaissance provisoire en attendant la délivrance de l'exequatur.

3. Dès la reconnaissance, même à titre provisoire, les autorités de l'Etat de résidence prennent les mesures utiles pour que le chef de poste consulaire puisse exercer ses fonctions et jouir des droits, privilèges et immunités prévus par la présente Convention.

Article 5. 1. En cas d'empêchement du chef de poste consulaire, pour quelque raison que ce soit, ou en cas de vacance temporaire de la fonction du chef de poste consulaire, l'Etat d'envoi peut désigner pour diriger temporairement le poste consulaire un fonctionnaire consulaire du même poste ou d'un autre poste consulaire, ou encore un membre du personnel diplomatique de sa mission diplomatique; le nom de cette personne est préalablement communiqué au Ministère des Affaires étrangères de l'Etat de résidence.

2. La personne désignée en vue de diriger un poste consulaire à titre temporaire jouit de tous les droits, privilèges et immunités du chef de poste, prévus par la présente Convention.

3. L'affectation à un poste consulaire d'un membre du personnel diplomatique de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi, conformément au paragraphe 1 du présent article, n'affecte pas les privilèges et immunités qui lui sont accordés en vertu de son statut diplomatique.

Article 6. Seul un ressortissant de l'Etat d'envoi peut être désigné comme fonctionnaire consulaire.

Article 7. 1. L'Etat de résidence peut notifier à tout moment à l'Etat d'envoi, par la voie diplomatique, qu'un membre du poste consulaire n'est pas acceptable. Dès réception de la notification, l'Etat d'envoi met fin aux fonctions de ce membre du poste consulaire.

2. Si l'Etat d'envoi refuse d'exécuter cette obligation ou ne l'exécute pas dans un délai raisonnable, l'Etat de résidence peut cesser de reconnaître à cette personne la qualité de membre du poste consulaire.

Article 8. L'Etat d'envoi informe l'Etat de résidence par la voie diplomatique :

1. de la désignation et de l'arrivée des membres du poste consulaire, de leur adresse dans l'Etat de résidence, des changements intervenus dans leur statut et de la cessation de leur activité, ainsi que de l'arrivée et du départ des membres de leur famille vivant à leur foyer;
2. du début et de la fin de l'engagement des membres du personnel privé.

TITRE III. DROITS, PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Article 9. L'Etat de résidence assure la protection du fonctionnaire consulaire et prend toutes les mesures nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de ses fonctions et jouir des droits, privilèges et immunités prévus par la présente Convention, ainsi que pour assurer la protection du poste consulaire et de la résidence des fonctionnaires consulaires.

Article 10. 1. Le chef de poste consulaire bénéficie de l'inviolabilité personnelle et n'est pas soumis à la juridiction de l'Etat de résidence, sauf s'il s'agit :

- a) d'une action réelle concernant un immeuble privé situé sur le territoire de l'Etat de résidence, à moins que le chef de poste consulaire ne le possède pour le compte de l'Etat d'envoi aux fins des fonctions consulaires;
- b) d'une action concernant une succession, dans laquelle le chef de poste consulaire figure comme exécuteur testamentaire, administrateur, héritier ou légataire, à titre privé et non pas au nom de l'Etat d'envoi.

Aucune mesure d'exécution ne peut être prise à l'égard du chef de poste consulaire, sauf dans les cas prévus aux lettres *a* et *b* du présent paragraphe, et pourvu que l'exécution puisse se faire sans qu'il soit porté atteinte à l'inviolabilité de sa personne ou de sa demeure.

2. Les membres du poste consulaire ne sont pas soumis à la juridiction de l'Etat de résidence, en ce qui concerne l'exercice de leurs attributions officielles. Cette disposition ne dispense pas de l'obligation de réparer les dommages causés par un moyen de transport.

3. Le fonctionnaire consulaire, à l'exception du chef de poste consulaire, ne peut être mis en état d'arrestation ni être soumis à aucune forme de privation de liberté à moins qu'il ne soit inculpé par les autorités judiciaires d'une infraction grave ou qu'il n'ait fait l'objet d'une condamnation judiciaire entrée en vigueur. Dans la présente Convention, par «infraction grave» il faut comprendre toute infraction intentionnelle pour laquelle la législation de l'Etat de résidence prévoit une peine privative de liberté dont le minimum est de cinq ans, ou une peine plus grave.

4. Dans le cas où un fonctionnaire consulaire ou un employé consulaire, en dehors de l'exercice de ses attributions officielles, commet sur le territoire de l'Etat de résidence un acte qui, suivant la législation de cet Etat, est punissable, l'Etat d'envoi en est informé dans le plus bref délai par voie diplomatique. Le chef de poste consulaire en est informé simultanément.

Article 11. 1. Les membres du poste consulaire peuvent, sur l'invitation des autorités judiciaires ou administratives de l'Etat de résidence, être appelés à répondre comme témoins. Cependant, aucune mesure coercitive ne peut être prise à l'égard d'un fonctionnaire consulaire ou d'un employé consulaire.

2. Les autorités judiciaires ou administratives de l'Etat de résidence, qui adressent à un fonctionnaire ou à un employé consulaire une invitation à com-

paraître comme témoin, prennent toutes les mesures utiles pour éviter de gêner le fonctionnement du poste consulaire et, si possible, dans le cas d'un fonctionnaire consulaire, recueillent ses dépositions orales ou écrites au poste consulaire ou à sa résidence.

3. Un fonctionnaire consulaire, appelé à comparaître comme témoin, peut déposer sans prêter serment.

4. Les membres du poste consulaire ainsi que les membres de leur famille peuvent refuser de déposer sur des faits ayant trait à l'activité officielle des membres du poste consulaire.

Article 12. 1. L'Etat d'envoi peut renoncer aux privilèges et aux immunités à l'égard d'un membre du poste consulaire ou d'un membre de sa famille. La renonciation doit toujours être expresse et être communiquée par écrit à l'Etat de résidence par la voie diplomatique.

2. La renonciation à l'immunité de juridiction pour une action civile ou administrative n'est pas censée impliquer la renonciation à l'immunité quant aux mesures d'exécution du jugement, pour lesquelles une renonciation distincte est nécessaire.

3. Si un fonctionnaire consulaire ou un employé consulaire, dans une matière où il bénéficierait de l'immunité de juridiction en vertu de l'article 10, engage une procédure, il n'est pas recevable à invoquer l'immunité de juridiction à l'égard de toute demande reconventionnelle directement liée à la demande principale.

Article 13. 1. L'Etat d'envoi peut, dans les conditions et sous toutes formes prévues par la législation de l'Etat de résidence, acquérir en propriété, en possession ou en jouissance, les terrains, bâtiments ou parties de bâtiments, construire les bâtiments ou aménager les terrains nécessaires pour l'installation ou le maintien d'un poste consulaire ou pour la résidence de membres d'un poste consulaire ressortissants de l'Etat d'envoi.

En cas de nécessité, l'Etat de résidence accorde son aide à l'Etat d'envoi en vue de la réalisation des droits prévus par le présent paragraphe.

2. Les dispositions du présent article ne dispensent pas l'Etat d'envoi de se conformer à la législation sur la construction et l'urbanisme applicables dans la zone où les terrains, les bâtiments ou les parties de bâtiments sont situés.

Article 14. Le pavillon national de l'Etat d'envoi peut être arboré sur les bâtiments du poste consulaire, la résidence du chef de poste et sur ses moyens de transport lorsqu'il les utilise dans l'exercice de ses fonctions officielles.

Sur les bâtiments occupés par le poste consulaire peut être apposé un écusson aux armes de l'Etat d'envoi, avec désignation du poste consulaire dans la ou les langues officielles de l'Etat d'envoi et dans celles de l'Etat de résidence.

Article 15. 1. Les membres du poste consulaire sont exemptés de tous impôts et taxes de toute nature, en ce qui concerne les revenus, traitements, salaires ou appointements reçus de l'Etat d'envoi en rémunération de leurs fonctions officielles.

2. Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires sont, en outre, exemptés de tous autres impôts et taxes de toute nature dont ils sont personnellement redevables, à l'exception :

a) des impôts indirects d'une nature telle qu'ils sont normalement incorporés dans le prix des marchandises ou des services;

- b) des impôts sur l'acquisition, la propriété, la construction, la possession ou la disposition de biens immobiliers privés situés sur le territoire de l'Etat de résidence, sous réserve des dispositions de l'article 16;
- c) des droits sur les transmissions de biens dans l'Etat de résidence par donation ou par succession, à l'exception des cas prévus à l'article 18;
- d) des impôts et taxes sur tous revenus et capitaux privés qui ont leur source dans l'Etat de résidence;
- e) des taxes perçues en rémunération de services particuliers rendus;
- f) des droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de timbre, sous réserve des dispositions de l'article 16.

Les membres de la famille vivant au foyer d'un fonctionnaire consulaire ou d'un employé consulaire bénéficient du même traitement que ce fonctionnaire ou cet employé consulaire.

3. Les exemptions prévues au présent article ne sont toutefois pas applicables aux ressortissants ou résidents permanents de l'Etat de résidence, ni aux personnes qui y exercent une occupation privée de caractère lucratif.

Article 16. 1. L'Etat d'envoi est exempté de tous impôts et taxes de toute nature en ce qui concerne :

- a) l'acquisition en propriété, en possession ou en jouissance, la propriété, la possession ou la jouissance de terrains, de bâtiments ou de parties de bâtiments, la construction de bâtiments ou l'aménagement de terrains, destinés ou servant exclusivement aux besoins officiels d'un poste consulaire ou à la résidence des fonctionnaires et employés consulaires, non ressortissants ni résidents permanents de l'Etat de résidence et n'y exerçant pas d'occupation privée de caractère lucratif;
- b) l'acquisition, la propriété, la possession ou l'utilisation de tous biens meubles destinés ou servant exclusivement aux besoins officiels d'un poste consulaire.

2. L'exemption visée au paragraphe 1 du présent article ne s'applique pas aux taxes établies ou perçues en rémunération de services particuliers rendus.

3. Les exemptions visées au paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas aux impôts ou taxes qui sont à la charge des personnes ayant contracté avec l'Etat d'envoi ou avec la personne agissant en son nom.

Article 17. 1. Selon les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, l'Etat de résidence autorise l'entrée et accorde l'exemption de tous droits de douane, taxes et autres redevances connexes, autres que ceux qui sont destinés à couvrir des frais d'entrepôt, de transport et des frais relatifs à des services analogues, pour :

- a) les objets y compris les véhicules automobiles destinés à l'usage officiel du poste consulaire;
- b) les objets destinés à l'usage personnel des fonctionnaires consulaires ou des membres de leur famille vivant à leur foyer.

2. Les employés consulaires bénéficient des privilèges et exemptions prévus au littéra *b* du paragraphe 1 du présent article pour ce qui est des objets importés lors de leur première installation.

3. Les privilèges et exemptions visés aux paragraphes 1, littéra *b*, et 2 du présent article ne s'appliquent pas aux ressortissants ou aux résidents permanents de l'Etat de résidence.

Article 18. 1. En cas de décès d'un membre du poste consulaire ou d'un membre de sa famille vivant à son foyer, les biens meubles faisant partie de la succession se trouvant dans l'Etat de résidence sont exemptés de tous impôts et taxes de toute nature si le défunt n'était pas ressortissant ni résident permanent de l'Etat de résidence, et si ces biens s'y trouvaient exclusivement en raison de la présence du défunt dans l'Etat de résidence en tant que membre du poste consulaire ou membre de sa famille.

2. L'Etat de résidence autorise l'exportation des biens meubles du défunt, à l'exception de ceux qui ont été acquis dans cet Etat et qui font l'objet d'une prohibition ou restriction d'exportation.

Article 19. 1. Le poste consulaire a le droit de communiquer avec son Gouvernement, avec la mission diplomatique et les autres postes consulaires de l'Etat d'envoi dans l'Etat de résidence ainsi qu'avec les autres missions diplomatiques et postes consulaires de l'Etat d'envoi. A cette fin, le poste consulaire peut utiliser tous les moyens publics de communication, les courriers diplomatiques, les valises diplomatiques revêtues du sceau officiel et les messages chiffrés ou en code. En ce qui concerne l'utilisation des moyens de communication habituels, les mêmes tarifs sont appliqués aux postes consulaires que ceux appliqués à la mission diplomatique de l'Etat d'envoi.

2. La correspondance officielle du poste consulaire quels que soient les moyens de communication utilisés, ainsi que les valises diplomatiques revêtues du sceau officiel et portant des marques extérieures visibles de leur caractère officiel sont inviolables et ne peuvent être soumises à aucun contrôle ni retenues par les autorités de l'Etat de résidence.

3. La valise diplomatique peut être confiée au commandant d'un aéronef qui doit arriver à un aéroport agréé. Ce commandant doit être porteur d'un document officiel indiquant le nombre de colis constituant la valise, mais il n'est pas considéré comme un courrier diplomatique. Le poste consulaire peut envoyer un de ses membres prendre, directement et librement, possession de la valise des mains du commandant de l'aéronef.

Article 20. Sous réserve des lois et règlements de l'Etat de résidence relatifs aux zones dont l'accès est interdit ou réglementé pour des raisons de sécurité nationale, l'Etat de résidence doit autoriser tout membre du poste consulaire à circuler librement dans les limites de la circonscription consulaire pour l'exercice de ses fonctions.

Article 21. Les bâtiments ou parties de bâtiments et le terrain attenant, utilisés exclusivement à des fins consulaires, et la résidence du chef de poste consulaire sont inviolables. Les autorités de l'Etat de résidence ne peuvent y pénétrer sans le consentement du chef de poste consulaire, du chef de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi ou de la personne désignée par l'un d'eux.

Article 22. Les archives consulaires sont inviolables à tout moment et en quel que lieu qu'elles se trouvent. Tout document ou objet ne concernant pas le service consulaire ne peut pas être conservé dans les archives consulaires.

Article 23. Les membres du poste consulaire et les membres de leur famille vivant à leur foyer, pour autant qu'ils ne soient pas ressortissants de l'Etat de résidence, sont exemptés du service militaire dans cet Etat.

Ils sont également exemptés de toute autre prestation obligatoire à condition qu'ils ne soient pas ressortissants ou résidents permanents de l'Etat de résidence.

Article 24. 1. Les membres du poste consulaire ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer, pour autant qu'ils ne soient pas résidents permanents de l'Etat de résidence et n'y exercent aucune occupation de caractère lucratif, sont exemptés de toutes les obligations prévues par la législation de l'Etat de résidence en matière d'immatriculation des étrangers, de permis de séjour, de permis de travail et autres obligations visant les étrangers.

2. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence délivrent aux membres du poste consulaire et aux membres de leur famille une attestation appropriée.

Article 25. Dans l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires consulaires ont le droit de s'adresser par écrit ou verbalement aux autorités compétentes de leur circonscription, y compris les représentations des autorités centrales.

Article 26. 1. A l'occasion de l'exercice de ses fonctions, le poste consulaire peut percevoir les droits et taxes prévus par la législation de l'Etat d'envoi.

2. L'Etat d'envoi est exempté de tous impôts et taxes de toute nature établis ou perçus dans l'Etat de résidence en ce qui concerne les perceptions visées au paragraphe 1 du présent article.

TITRE IV. ATTRIBUTIONS DES FONCTIONNAIRES CONSULAIRES

Article 27. Le fonctionnaire consulaire a le droit :

- a) de protéger les droits et intérêts de l'Etat d'envoi et de ses ressortissants, y compris les personnes morales;
- b) de favoriser sous toutes ses formes le développement des relations économiques, commerciales, culturelles et scientifiques entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence;
- c) de promouvoir de toute autre manière le développement des relations amicales entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence.

Article 28. 1. Le fonctionnaire consulaire a le droit de prendre, conformément à la législation de l'Etat de résidence, des dispositions afin d'assurer devant les tribunaux et autres autorités de l'Etat de résidence la représentation appropriée des ressortissants de l'Etat d'envoi lorsque ceux-ci, en raison de leur absence ou pour toute autre raison valable, ne sont pas en mesure de défendre en temps utile leurs droits et intérêts. Il en est de même en ce qui concerne les personnes morales de l'Etat d'envoi.

2. La représentation prévue au paragraphe 1 du présent article cesse lorsque les personnes représentées ont désigné leur mandataire ou se sont chargées elles-mêmes de la défense de leurs droits et intérêts.

Article 29. Le fonctionnaire consulaire a le droit :

- a) d'immatriculer les ressortissants de l'Etat d'envoi;
- b) de recevoir toute déclaration prévue par la législation de l'Etat d'envoi sur la nationalité;
- c) de délivrer, renouveler, modifier ou annuler les passeports, visas et autres documents similaires.

Article 30. 1. Le fonctionnaire consulaire a le droit, pour autant qu'il y soit autorisé par la législation de l'Etat d'envoi :

- a) de dresser des actes de naissance et de décès ou tout autre acte relatif à l'état civil des ressortissants de l'Etat d'envoi;
- b) de recevoir des actes de reconnaissance d'enfants naturels quels que soient leur nationalité et leur âge, à condition que l'acte soit souscrit par un ressortissant de l'Etat d'envoi;
- c) de célébrer des mariages lorsque les futurs conjoints sont ressortissants de l'Etat d'envoi et d'accomplir les formalités liées au mariage;
- d) d'enregistrer la dissolution des mariages prononcée conformément à la législation de l'Etat d'envoi;
- e) d'établir tout acte en vue de la filiation adoptive, lorsque l'adoptant et l'adopté sont ressortissants de l'Etat d'envoi.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article n'exemptent pas les personnes intéressées de l'obligation d'effectuer les formalités prescrites par la législation de l'Etat de résidence.

3. L'autorité compétente de l'Etat de résidence procure sans frais au poste consulaire, à la demande de celui-ci, un extrait de l'acte de décès d'un ressortissant de l'Etat d'envoi.

Article 31. Le fonctionnaire consulaire, pour autant qu'il soit autorisé par la législation de l'Etat d'envoi, a le droit, dans l'Etat de résidence, notamment au poste consulaire, à sa résidence ou à celle des ressortissants de l'Etat d'envoi, ou à bord des navires de l'Etat d'envoi, de dresser et d'authentifier :

- a) les actes et contrats passés entre des ressortissants de l'Etat d'envoi ainsi que les actes unilatéraux des ressortissants de cet Etat, pour autant que ces actes et contrats ne soient pas contraires à la législation de l'Etat de résidence et ne concernent pas la création, la mutation ou l'extinction de droits sur des biens immeubles situés dans l'Etat de résidence;
- b) les actes et contrats passés entre des ressortissants de l'Etat d'envoi, d'une part, et des ressortissants d'Etats tiers, d'autre part, si ces actes et contrats concernent exclusivement des biens et des droits existants dans l'Etat d'envoi ou des affaires à traiter dans cet Etat.

Article 32. Le fonctionnaire consulaire a le droit :

- a) de légaliser les signatures apposées sur des documents par des ressortissants de l'Etat d'envoi;
- b) de légaliser des documents, de certifier conformes des copies, des traductions ou des extraits de documents;
- c) de délivrer des extraits et des copies simples ou certifiées conformes de tout document qu'il a établi dans les limites de sa compétence, ainsi que des documents commerciaux;
- d) de traduire des actes et des documents et de certifier leur traduction;
- e) d'établir, de certifier, de recevoir et de conserver des testaments et autres actes similaires et d'établir tout certificat qui pourrait être exigé conformément à la législation de l'Etat d'envoi.

Article 33. 1. Les actes, contrats et documents visés par les articles 31 et 32, ainsi que les copies, les expéditions, les extraits et les traductions de tels actes, con-

trats et documents dûment établis ou certifiés par le fonctionnaire consulaire et revêtus du sceau du poste consulaire ont, à condition que la forme requise par la législation de l'Etat d'envoi soit respectée, la même foi juridique et la même force probante dans l'Etat de résidence, que si ces actes, contrats et documents, ainsi que les copies, expéditions, extraits ou traductions de ces actes, contrats et documents avaient été établis, certifiés ou délivrés par les autorités compétentes de l'Etat de résidence.

2. Les actes, contrats, documents, copies, expéditions, extraits ou traductions énumérés dans le paragraphe 1 doivent être légalisés, lorsqu'ils sont soumis aux autorités de l'Etat de résidence, si cela est requis par la législation de cet Etat.

Article 34. 1. Le fonctionnaire consulaire a le droit de recevoir en dépôt, des ressortissants de l'Etat d'envoi, les documents, sommes d'argent, objets de valeur et autres biens leur appartenant.

2. Ces documents, sommes d'argent, objets de valeur et biens ne peuvent être exportés de l'Etat de résidence qu'en se conformant à la législation de cet Etat.

Article 35. 1. *a)* Les autorités compétentes de l'Etat de résidence informent le poste consulaire du décès d'un ressortissant de l'Etat d'envoi, ainsi que de l'ouverture d'une succession dans l'Etat de résidence, lorsque l'héritier, l'ayant droit ou le légataire est un ressortissant de l'Etat d'envoi ne résidant pas dans l'Etat de résidence et n'y étant pas représenté.

b) Le fonctionnaire consulaire informe les autorités compétentes de l'Etat de résidence si l'information lui est parvenue par une autre voie.

2. *a)* Le fonctionnaire consulaire peut demander aux autorités compétentes de l'Etat de résidence de prendre des mesures pour la conservation et l'administration des biens successoraux, laissés dans cet Etat par un ou à un ressortissant de l'Etat d'envoi et de l'aviser des mesures au cas où elles les auraient déjà prises.

b) Le fonctionnaire consulaire peut prêter son concours, immédiatement ou par l'entremise d'un représentant, à la mise en œuvre des mesures visées au *littera a* du présent paragraphe.

3. Si, après l'accomplissement des formalités relatives à la succession dans l'Etat de résidence, les biens meubles de la succession ou le produit de la vente des biens meubles ou immeubles échoient à un héritier, ayant droit ou légataire, ressortissant de l'Etat d'envoi, ne résidant pas dans l'Etat de résidence et n'ayant pas désigné de mandataire, ces biens ou le produit de leur vente seront remis au poste consulaire de l'Etat d'envoi, à condition :

- a)* que toutes les dettes de succession, déclarées dans le délai prescrit par la législation de l'Etat de résidence, aient été payées ou garanties;
- b)* que les droits de succession aient été payés ou garantis;
- c)* que les autorités compétentes de l'Etat de résidence, s'il y a lieu, autorisent la remise des biens successoraux ou du produit de leur vente.

4. Si un ressortissant de l'Etat d'envoi, n'ayant pas de domicile permanent dans l'Etat de résidence, vient à décéder pendant qu'il parcourt ou traverse l'Etat de résidence, les objets, l'argent et les valeurs qui étaient en la possession du défunt sont remis sans autre formalité au poste consulaire afin que celui-ci en dispose suivant la législation de l'Etat d'envoi.

L'exportation de ces objets, argent et valeurs, pour autant qu'elle soit nécessaire, est soumise à la législation de l'Etat de résidence.

Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent également au capitaine et aux membres de l'équipage d'un navire de l'Etat d'envoi décédés ou disparus dans l'Etat de résidence, nonobstant leur nationalité.

Article 36. 1. Les autorités de l'Etat de résidence, lorsqu'elles ont connaissance d'une situation qui nécessite de désigner un tuteur ou un curateur pour un ressortissant de l'Etat d'envoi, en informent le poste consulaire.

Le poste consulaire doit de même, dans le plus bref délai, informer les autorités compétentes de l'Etat de résidence qu'il a procédé ou procédera à la désignation d'un tuteur ou d'un curateur.

2. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence, conformément à la législation de cet Etat, ont le droit, en vue de sauvegarder les intérêts du mineur ou de l'incapable, de :

- a) prendre les mesures conservatoires nécessaires;
- b) désigner un tuteur ou un curateur, dans le cas où le poste consulaire les informera qu'il ne procédera pas à la désignation d'un tuteur ou d'un curateur.

3. Au cas où les autorités compétentes de l'Etat de résidence procèdent à l'organisation de la protection des mineurs ou des incapables, ressortissants de l'Etat d'envoi, le fonctionnaire consulaire a le droit d'intervenir auprès de ces autorités notamment en vue de désigner un tuteur ou un curateur et, en particulier, de soumettre des candidatures pour ces fonctions.

Article 37. 1. Le fonctionnaire consulaire a le droit de communiquer avec tout ressortissant de l'Etat d'envoi et de le rencontrer, de lui prêter assistance dans ses rapports avec les autorités judiciaires ou administratives de l'Etat de résidence, de l'aider dans ses procédures devant celles-ci et, si la législation de l'Etat de résidence le permet, de lui assurer à cet effet l'assistance d'un homme de loi ou de toute autre personne, ainsi que de servir d'interprète pour ce ressortissant ou en désigner un pour l'assister. L'Etat de résidence ne limite en aucune façon l'accès des ressortissants de l'Etat d'envoi au poste consulaire.

2. Les autorités de l'Etat de résidence prêtent leur collaboration à la demande du fonctionnaire consulaire pour recueillir des informations sur tout ressortissant de l'Etat d'envoi, pour permettre au fonctionnaire consulaire de communiquer avec lui et de le rencontrer.

Cette disposition s'applique également au capitaine et aux membres de l'équipage d'un navire de l'Etat d'envoi, non ressortissants de l'Etat de résidence, s'ils ne s'y opposent pas. L'opposition doit être formulée en présence du fonctionnaire consulaire.

Article 38. 1. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence informent le poste consulaire de l'Etat d'envoi de l'arrestation, de la détention ou de la privation de liberté sous quelque forme que ce soit, d'un ressortissant de cet Etat.

2. Le fonctionnaire consulaire a le droit de se rendre auprès d'un ressortissant de l'Etat d'envoi arrêté, détenu ou privé de liberté sous quelque forme que ce soit ou purgeant une peine d'emprisonnement et de s'entretenir avec lui verbalement ou par écrit.

Les droits visés au présent paragraphe doivent être exercés conformément aux lois et aux règlements de l'Etat de résidence, à condition cependant que les lois et les règlements n'annulent pas ces droits.

3. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence informent aussitôt que possible le ressortissant de l'Etat d'envoi, qui se trouve en état d'arrestation, de

détention ou est privé de sa liberté sous quelque forme que ce soit, des dispositions du présent article.

Article 39. 1. Le fonctionnaire consulaire a le droit de prêter tout secours et assistance à tout navire de l'Etat d'envoi dans les ports, les eaux territoriales ou intérieures de l'Etat de résidence.

2. Le fonctionnaire consulaire peut se rendre à bord du navire dès que celui-ci est admis à la libre pratique, et le capitaine du navire et les membres de l'équipage peuvent se mettre en rapport avec le fonctionnaire consulaire et se rendre au poste consulaire en se conformant à la législation de l'Etat de résidence.

3. Le fonctionnaire consulaire peut solliciter l'assistance des autorités compétentes de l'Etat de résidence pour toutes les questions concernant l'exercice de ses fonctions à l'égard d'un navire de l'Etat d'envoi, du capitaine et des membres de l'équipage de ce navire.

4. Les autorités de l'Etat de résidence prennent toutes les mesures nécessaires afin que le fonctionnaire consulaire puisse exercer les fonctions prévues par le présent article.

Article 40. 1. Le fonctionnaire consulaire a le droit de :

- a) prendre toutes les mesures pour faciliter l'entrée, le départ et le séjour du navire de l'Etat d'envoi dans le port;
- b) sans préjudice des pouvoirs des autorités de l'Etat de résidence, faire une enquête sur tout incident survenu à bord d'un navire de l'Etat d'envoi au cours du voyage, interroger le capitaine et tout membre de l'équipage, contrôler les documents de bord, recevoir les déclarations relatives au voyage du navire et à sa destination;
- c) sans préjudice des pouvoirs des autorités de l'Etat de résidence et conformément à la législation de l'Etat d'envoi, prendre les mesures relatives à l'enrôlement et au licenciement du capitaine ou de tout membre de l'équipage, régler tout différend relatif aux devoirs professionnels du capitaine ou d'un membre de l'équipage, aux gages et au contrat d'engagement en général;
- d) prendre toutes dispositions pour assurer l'hospitalisation et le rapatriement du capitaine ou de tout membre de l'équipage;
- e) recevoir, rédiger ou authentifier toute déclaration ou tout autre document prescrit par la législation de l'Etat d'envoi relative aux navires.

2. Le fonctionnaire consulaire peut, en se conformant à la législation de l'Etat de résidence, se présenter devant les tribunaux et les autorités de cet Etat avec le capitaine ou des membres de l'équipage, leur prêter toute assistance ainsi que servir d'interprète dans les procédures dans lesquelles ces personnes sont impliquées devant les tribunaux et autorités précitées.

Article 41. 1. Au cas où les tribunaux ou autres autorités compétentes de l'Etat de résidence envisagent d'appliquer des mesures coercitives ou d'ouvrir une enquête officielle à bord d'un navire de l'Etat d'envoi qui se trouve dans les eaux territoriales ou intérieures de l'Etat de résidence, ils sont tenus d'en aviser le poste consulaire avant d'appliquer ces mesures pour que le fonctionnaire consulaire puisse être présent.

Si le fonctionnaire consulaire ou son représentant n'était pas présent, il peut, en faisant appel aux autorités précitées, recevoir d'elles une information complète sur ce qui a eu lieu.

2. Les dispositions du paragraphe premier du présent article sont également applicables dans le cas où le capitaine ou les membres de l'équipage du navire doivent être soumis, à terre, à un interrogatoire par les autorités compétentes de l'Etat de résidence.

3. Les dispositions du présent article ne s'appliquent toutefois pas aux contrôles usuels concernant la douane, la santé publique et les passeports.

Article 42. 1. Si un navire de l'Etat d'envoi fait naufrage, échoue ou subit toute autre avarie dans l'Etat de résidence, les autorités compétentes de cet Etat en informent le poste consulaire aussitôt que possible et l'avisent des mesures prises en vue du sauvetage des personnes du bord, du navire et de sa cargaison.

Le fonctionnaire consulaire peut apporter toute aide au navire, aux membres de l'équipage et aux passagers, ainsi que prendre des dispositions pour la protection de la cargaison et en vue de la réparation du navire. Il peut également demander aux autorités de l'Etat de résidence de prendre de telles mesures.

2. Si le propriétaire du navire, le capitaine ou une autre personne habilitée n'est pas en mesure de prendre les dispositions qui s'imposent pour la conservation du navire ou de sa cargaison ou pour leur disposition, le fonctionnaire consulaire pourra prendre, au nom du propriétaire du navire, les mesures que celui-ci aurait pu prendre aux mêmes fins.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article sont également applicables à tout objet, appartenant à un ressortissant de l'Etat d'envoi et qui se trouvait à bord d'un navire de cet Etat ou d'un Etat tiers, trouvé sur le rivage de l'Etat de résidence ou à proximité ou amené dans un port de la circonscription consulaire.

4. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence prêtent toute l'assistance nécessaire au fonctionnaire consulaire pour toutes les mesures à prendre quant au naufrage, à l'échouement ou autre avarie d'un navire de l'Etat d'envoi.

5. Le navire ayant subi une avarie, sa cargaison et les provisions de bord ne sont pas soumis, dans l'Etat de résidence, à la perception des droits de douane, taxes et autres redevances connexes, s'ils ne sont pas destinés à être utilisés ou consommés dans cet Etat.

Article 43. Les dispositions des lettres *b* et *c* du paragraphe 1 de l'article 40 et l'article 41 ne s'appliquent pas aux bâtiments de guerre.

Article 44. Les articles 39 à 43 de la présente Convention s'appliquent d'une manière appropriée aux aéronefs, sans préjudice des dispositions des autres accords en vigueur entre les Hautes Parties contractantes.

TITRE V. DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

Article 45. 1. Outre les attributions prévues par la présente Convention, le fonctionnaire consulaire peut exercer d'autres attributions consulaires qui lui sont conférées par l'Etat d'envoi et qui ne sont pas contraires à la législation de l'Etat de résidence.

2. Il appartient à l'Etat d'envoi de fixer les attributions de chaque fonctionnaire consulaire dans le cadre de la présente Convention.

Article 46. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, toutes les personnes qui jouissent de privilèges et immunités prévus par la présente Convention ont le

devoir de respecter la législation de l'Etat de résidence, y compris les dispositions en matière d'assurance et de circulation de moyens de transport.

Article 47. Les fonctionnaires consulaires n'ont le droit d'exercer leurs attributions que dans la circonscription consulaire. En dehors de celle-ci, ils ne peuvent les exercer que moyennant le consentement des autorités de l'Etat de résidence dans chaque cas déterminé.

Article 48. 1. Les dispositions de la présente Convention sont également applicables à l'activité consulaire de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi. Les membres de cette mission chargés de l'exercice des fonctions consulaires, dont les noms et prénoms ont été notifiés au Ministère des Affaires étrangères de l'Etat de résidence, jouissent des droits et sont soumis aux obligations prévus par la présente Convention pour les fonctionnaires et les employés consulaires. Si la législation de l'Etat de résidence le prévoit, un exequatur sera délivré, sans réserve et sans frais.

2. L'exercice de fonctions consulaires par les membres d'une mission diplomatique visés au paragraphe 1 du présent article n'affecte pas les privilèges et immunités dont ils jouissent en leur qualité de membres de la mission diplomatique.

Article 49. Moyennant l'accord de l'Etat de résidence, un poste consulaire de l'Etat d'envoi peut exercer des fonctions consulaires dans l'Etat de résidence pour le compte d'un Etat tiers.

Article 50. 1. La présente Convention sera soumise à la ratification. Les instruments de ratification seront échangés à Moscou.

2. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date de l'échange des instruments de ratification et elle le restera aussi longtemps qu'elle n'aura pas été dénoncée par l'une des Hautes Parties contractantes moyennant notification préalable adressée six mois à l'avance à l'autre Partie, par écrit et par voie diplomatique.

[DUTCH TEXT — TEXTE NÉERLANDAIS]

CONSULAIRE OVEREENKOMST TUSSEN HET KONINKRIJK BELGIË EN DE UNIE VAN SOCIALISTISCHE SOVJET- REPUBLICKEN

Zijne majesteit de Koning der Belgen en het Praesidium van de Opperste Sovjet van de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken,

Geleid door de wens om de consulaire betrekkingen tussen beide Staten te regelen en aldus hun onderlinge betrekkingen te bevorderen in de geest van de traditionele vriendschap die tussen de twee volken bestaat,

Hebben besloten een Consulaire Overeenkomst te sluiten en hebben daartoe als Gevolmachtigden aangewezen:

Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

Pierre Harmel, Minister van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk België, en Henri Fayat, Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel;

Het Praesidium van de Opperste Sovjet van de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken: Andreï Andreïevitch Gromyko, Minister Van Buitenlandse Zaken van de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken,

Die, na elkaar inzage te hebben verleend van hun volmachten en deze goed en deugdelijk te hebben bevonden, overeengekomen zijn als volgt:

TITEL 1. BEGRIPSOMSCHRIJVINGEN

Artikel 1. In deze Overeenkomst dient te worden verstaan onder:

1. «Consulaire post», elk consulaat-generaal, consulaat, vice-consulaat of consulaire agentschap;
2. «Hoofd van een consulaire post», de consulaire ambtenaar die met de leiding van een consulaire post belast is;
3. «Consulaire ambtenaar», iedere persoon, waaronder begrepen het hoofd van een consulaire post, aan wie in de hoedanigheid van beroepsconsulaire ambtenaar de uitoefening van consulaire werkzaamheden is opgedragen; deze definitie geldt eveneens voor de personen die aan de consulaire post zijn toegevoegd met het oog op hun opleiding voor de carrière van consulaire ambtenaar;
4. «Consulaire bediende», iedere persoon die werkzaam is bij de administratieve of technische dienst van een consulaire post;
5. «Lid van het bedienend personeel», iedere persoon die werkzaam is bij de huishoudelijke dienst van een consulaire post;
6. «Lid van de consulaire post», een consulaire ambtenaar, een consulaire bediende of een lid van het bedienend personeel;
7. «Lid van het particulier personeel», iedere persoon die uitsluitend in particuliere dienst van een lid van de consulaire post werkzaam is;
8. «Consulaire ressort», het gebied in de Verblijfstaat binnen welks grenzen een consulaire ambtenaar zijn functies uitoefent;
9. «Schip», ieder schip varende onder de vlag van de Zendstaat.

TITEL II. VESTIGING VAN CONSULAIRE POSTEN; AANWIJZING VAN DE CONSULAIRE AMBTENAREN EN DE CONSULAIRE BEDIENDEN

Artikel 2. 1. Een consulaire post kan in de Verblijfstaat slechts worden gevestigd met de instemming van die Staat.

2. De zetel, de klasse en het consulaire ressort van de consulaire post worden vastgesteld in gemeen overleg tussen de Zendstaat en de Verblijfstaat.

Artikel 3. Alvorens het hoofd van een consulaire post te benoemen vraagt de Zendstaat, langs diplomatieke weg, de instemming van de Verblijfstaat met deze benoeming.

Artikel 4. 1. De diplomatieke zending van de Staat die het hoofd van de consulaire post heeft benoemd, deelt aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Verblijfstaat, de aanstellingsbrief mede van het hoofd van de post, waarin zijn naam de voornamen, zijn rang, het consulaire ressort en de zetel van de consulaire post zijn vermeld.

2. Het hoofd van een consulaire post wordt tot de uitoefening van zijn werkzaamheden toegelaten nadat hij in die hoedanigheid door de Verblijfstaat is erkend. Die erkenning wordt in de vorm van een exequatur verleend; het exequatur wordt zodra mogelijk en kosteloos verleend.

Zo nodig kent de Verblijfstaat een voorlopige machtiging toe in afwachting van de verlening van het exequatur.

3. Zodra de erkenning heeft plaats gehad, zelfs indien ze voorlopig is, nemen de autoriteiten van de Verblijfstaat de nodige maatregelen om het hoofd van de consulaire post in staat te stellen zijn werkzaamheden uit te oefenen en de rechten, voorrechten en immuniteiten te genieten waarin deze Overeenkomst voorziet.

Artikel 5. 1. Wanneer het hoofd van een consulaire post om welke reden ook verhinderd is, of wanneer de plaats van hoofd van een consulaire post tijdelijk openstaat, kan de Zendstaat een consulaire ambtenaar van dezelfde post of van een andere consulaire post, of ook nog een lid van het diplomatiek personeel van zijn diplomatieke zending aanwijzen om tijdelijk de leiding van de consulaire post waar te nemen; de naam van die persoon wordt vooraf medegedeeld aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Verblijfstaat.

2. De persoon die tijdelijk met de leiding van een consulaire post belast is, geniet alle rechten, voorrechten en immuniteiten van het hoofd van een post waarin deze Overeenkomst voorziet.

3. De toevoeging aan een consulaire post van een lid van het diplomatiek personeel van de diplomatieke zending van de Zendstaat overeenkomstig paragraaf 1 van dit artikel, doet geen afbreuk aan de voorrechten en immuniteiten die hem krachtens zijn diplomatiek status zijn verleend.

Artikel 6. Alleen een staatsburger van de Zendstaat, kan als consulaire ambtenaar worden aangewezen.

Artikel 7. 1. De Verblijfstaat kan ten allen tijde de Zendstaat langs diplomatieke weg mededelen dat een lid van de consulaire post onaanvaardbaar is. Bij ontvangst van deze mededeling, stelt de Zendstaat onmiddellijk een einde aan de werkzaamheden van dit lid van de consulaire post.

2. Indien de Zendstaat weigert of in gebreke blijft binnen een redelijke termijn aan die verplichting te voldoen, kan de Verblijfstaat weigeren die persoon te beschouwen als lid van het consulaire personeel.

Artikel 8. De Zendstaat stelt de Verblijfstaat langs diplomatieke weg in kennis:

1. van de aanwijzing en de aankomst van de leden van de consulaire post, van hun adres in de Verblijfstaat, van eventuele wijzigingen in hun status en van de beëindiging van hun activiteit evenals van de aankomst en van het vertrek van inwonende gezinsleden;
2. van het begin en van het einde van het dienstverband van de leden van het particulier personeel.

TITEL III. RECHTEN, VOORRECHTEN EN IMMUNITEITEN

Artikel 9. De Verblijfstaat zorgt voor de bescherming van de consulaire ambtenaar en neemt de nodige maatregelen om hem in staat te stellen zijn ambt uit te oefenen en de rechten, voorrechten en immuniteiten te genieten waarin deze Overeenkomst voorziet. Hij zorgt tevens voor de bescherming van de consulaire post en van de woningen van de consulaire ambtenaren.

Artikel 10. 1. Het hoofd van de consulaire post geniet de persoonlijke onschendbaarheid en is niet onderworpen aan de rechtsmacht van de Verblijfstaat behalve waar het gaat om:

- a) een zakelijke vordering betreffende een onroerende privaateigendom gelegen op het grondgebied van de Verblijfstaat, tenzij het hoofd van de consulaire post dit bezit voor rekening van de Zendstaat, met het oog op de consulaire werkzaamheden;
- b) een vordering betreffende een nalatenschap waarin het hoofd van de consulaire post privatim en niet in naam van de Zendstaat optreedt als uitvoerder van uiterste wilsbeschikkingen, beheerder, erfgenaam of legataris.

Tegen het hoofd van de consulaire post mag geen enkele executoire maatregel worden getroffen, behoudens in de gevallen vermeld onder *a)* en *b)* van deze paragraaf en op voorwaarde dat de tenuitvoerlegging kan geschieden zonder afbreuk te doen aan de onschendbaarheid van zijn persoon of van zijn woning.

2. De leden van de consulaire post vallen niet onder de rechtsmacht van de Verblijfstaat wat betreft de uitoefening van hun ambtelijke werkzaamheden. Deze bepaling onstaat hen echter niet van de verplichting de schade te vergoeden die door een vervoermiddel is veroorzaakt.

3. Behalve het hoofd van de consulaire post, is de consulaire ambtenaar gevrijwaard tegen aanhouding en tegen iedere vorm van vrijheidsberoving tenzij hij door de rechterlijke overheden wordt beschuldigd van een ernstig misdrijf of het voorwerp is geweest van een in werking getreden rechterlijke veroordeling. Onder «ernstig misdrijf» verstaat men in deze Overeenkomst ieder opzettelijk misdrijf waarop de wetgeving van de Verblijfstaat een vrijheidsstraf van ten minste vijf jaar of een zwaardere straf voorziet.

4. Indien een consulaire ambtenaar of consulaire bediende buiten de uitoefening van zijn ambtelijke werkzaamheden op het grondgebied van de Verblijfstaat een volgens de wetten van die Staat strafbaar feit begaat, wordt de Zendstaat hiervan binnen de kortst mogelijke tijd langs diplomatieke weg in kennis gesteld. Het hoofd van de consulaire post wordt gelijktijdig op de hoogte gebracht.

Artikel 11. 1. De leden van de consulaire post kunnen op verzoek van de gerechtelijke of administratieve autoriteiten van de Verblijfstaat als getuigen worden opgeroepen. Er mag echter tegen een consular ambtenaar of een consular bediende geen enkele dwangmaatregel worden genomen.

2. De rechterlijke of administratieve overheden van de Verblijfstaat die aan een consular ambtenaar of een consular bediende een oproepingsbrief richten om als getuige te verschijnen, nemen alle gepaste maatregelen om te vermijden dat de werking van de consulaire post wordt gehinderd en, wanneer het om een consular ambtenaar gaat, nemen zij zo mogelijk zijn mondelinge of schriftelijke verklaringen af op de consulaire post of te zijnen huize.

3. Een consular ambtenaar die als getuige optreedt kan getuigen zonder de eed af te leggen.

4. De leden van de consulaire post, alsmede hun gezinsleden, kunnen weigeren te getuigen omtrent feiten die betrekking hebben op de ambtelijke werkzaamheden van de leden van de consulaire post.

Artikel 12. 1. De Zendstaat kan, ten overstaan van een lid van de consulaire post of van een lid van diens gezin, afstand doen van de voorrechten en immuniteiten. Het verzaken dient steeds uitdrukkelijk kenbaar te worden gemaakt en langs diplomatieke weg schriftelijk aan de Verblijfstaat te worden medegedeeld.

2. Het verzaken aan de immuniteit van rechtsmacht betreffende een burgerrechtelijke of administratieve vordering wordt niet geacht verzaking van immuniteit in te houden ten opzichte van de maatregelen van uitvoering van het vonnis, hiervoor is een afzonderlijke verzaking nodig.

3. Indien een consular ambtenaar of een consular bediende een rechtsgeding aanhangig maakt in een zaak waarin hij krachtens artikel 10 immuniteit van rechtsmacht kan genieten, kan hij ten aanzien van een tegeneis die rechtstreeks verband houdt met de hoofdvordering de immuniteit van rechtsmacht niet inroepen.

Artikel 13. 1. De Zendstaat kan, onder de voorwaarden en overeenkomstig alle vormen waarin de wetgeving van de Verblijfstaat voorziet, de gronden, gebouwen of gedeelten van gebouwen, in eigendom, in bezit of in genot verwerven, gebouwen oprichten of gronden aanleggen welke nodig zijn voor de vestiging of de instandhouding van een consulaire post of voor de woningen van leden van een consulaire post die staatsburgers zijn van de Zendstaat.

De Verblijfstaat is de Zendstaat desnoods behulpzaam bij de uitoefening van de in vorige paragraaf omschreven rechten.

2. De bepalingen van dit artikel ontslaan de Zendstaat niet van de verplichting om de voorschriften inzake bouw en stedenbouw in acht te nemen die van toepassing zijn op de zone waarin de gronden, gebouwen of gedeelten van gebouwen gelegen zijn.

Artikel 14. De nationale vlag van de Zendstaat mag worden gehesen op de gebouwen van de consulaire post, op de ambtswoning van het hoofd van de consulaire post en op zijn vervoermiddelen wanneer hij deze gebruikt voor de uitoefening van zijn ambtelijk werkzaamheden.

Op de gebouwen waarin de consulaire post is gehuisvest, mag een schild met het wapen van de Zendstaat en een opschrift ter aanduiding van de consulaire post, in de officiële taal of talen van de Zendstaat en in die van de Verblijfstaat, worden aangebracht.

Artikel 15. 1. De leden van de consulaire post genieten vrijstelling van alle belastingen en rechten met betrekking tot de inkomsten, wedden, salarissen of bezoldigingen die zij van de Zendstaat ontvangen wegens hun ambtelijke werkzaamheden.

2. De consulaire ambtenaren en de consulaire bedienden genieten daarenboven vrijstelling van alle belastingen en rechten die zij persoonlijk verschuldigd zijn, met uitzondering van:

- a) indirecte belastingen die normaal in de prijs van de goederen of diensten begrepen zijn;
- b) belastingen op de verwerving, de eigendom, de bouw, het bezit van of de beschikking over particulier onroerend goed, gelegen op het grondgebied van de Verblijfstaat, onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 16;
- c) rechten op de overgang van goederen in de Verblijfstaat door schenking of door erfopvolging, met uitzondering van de gevallen bepaald in artikel 18;
- d) belastingen en rechten op particulier inkomen en vermogen waarvan de bron gelegen is in de Verblijfstaat;
- e) rechten geheven ter vergoeding van verleende bijzondere diensten;
- f) registratie-, griffie, hypotheek en zegelrechten, onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 16.

De inwonende gezinsleden van een consulaire ambtenaar of van een consulaire bediende genieten dezelfde behandeling als die consulaire ambtenaar of bediende.

3. De vrijstelling waarin dit artikel voorziet, zijn evenwel niet van toepassing op de staatsburgers van de Verblijfstaat noch op personen die er duurzaam verblijven of personen die er een winstgevende activiteit uitoefenen voor eigen rekening.

Artikel 16. 1. De Zendstaat geniet vrijstelling van alle belastingen en rechten van welke aard ook, met betrekking tot:

- a) het verkrijgen in eigendom, bezit of genot, de eigendom, het bezit of het genot van terreinen, gebouwen of gedeelten van gebouwen, het oprichten van gebouwen of het aanleggen van terreinen, uitsluitend bestemd of dienend voor de ambtelijke werkzaamheden van een consulaire post of voor de huisvesting van de consulaire ambtenaren en bedienden die geen staatsburgers noch ingezetenen van de Verblijfstaat zijn, en er geen winstgevende activiteit uitoefenen voor eigen rekening;
- b) het verkrijgen, de eigendom, het bezit of het gebruik van alle roerende goederen, uitsluitend bestemd of dienend voor de ambtelijke werkzaamheden van een consulaire post.

2. De in paragraaf 1 van dit artikel bedoelde vrijstelling is niet van toepassing op rechten vastgesteld of geïnd als vergoeding voor het verlenen van bijzondere diensten.

3. De in paragraaf 1 van dit artikel bedoelde vrijstellingen zijn niet van toepassing op belastingen of rechten welke ten laste komen van de personen die met de Zendstaat of met de in zijn naam optredende persoon een overeenkomst hebben aangegaan.

Artikel 17. 1. Overeenkomstig de geldende wetten en de van kracht zijnde reglementen veroorlooft de Verblijfstaat de invoer met vrijstelling van alle douanerechten, belastingen en daarmee verband houdende heffingen, uitgezonderd de heffingen voor opslag, vervoer en dergelijke diensten, van:

- a) goederen bestemd voor het officieel gebruik van de consulaire post, motorvoertuigen daarbij inbegrepen;
- b) goederen bestemd voor het persoonlijk gebruik van de consulaire ambtenaren of van hun inwonende gezinsleden.

2. De consulaire bedienden genieten de onder littera *b*) van paragraaf 1 van dit artikel omschreven voorrechten en vrijstellingen met betrekking tot goederen, ingevoerd op het tijdstip waarop zij zich de eerste keer inrichten.

3. De in paragrafen 1 littera *b*) en 2 van dit artikel bedoelde voorrechten en vrijstellingen gelden niet ten aanzien van staatsburgers van de Verblijfstaat, noch van personen die er duurzaam verblijf houden.

Artikel 18. 1. In geval van overlijden van een lid van de consulaire post of van een inwonend gezinslid worden de roerende goederen die tot de nalatenschap behoren en zich in de Verblijfstaat bevinden, vrijgesteld van alle belastingen en rechten op voorwaarde dat de overledene geen staatsburger noch ingezetene van de Verblijfstaat was, en dat de aanwezigheid van die goederen in de Verblijfstaat uitsluitend het gevolg was van de aanwezigheid aldaar van de overledene als lid van de consulaire post of als gezinslid van een lid van de consulaire post.

2. De Verblijfstaat staat de uitvoer toe van de roerende goederen van de overledene, met uitzondering van de in die Staat verworven goederen ten aanzien waarvan een uitvoerverbod of uitvoerbeperking bestaat.

Artikel 19. 1. De consulaire post heeft het recht verbindingen te onderhouden met zijn Regering, met de diplomatieke zending en de andere consulaire posten van de Zendstaat in de Verblijfstaat, alsmede met de andere diplomatieke zendingen en consulaire posten van de Zendstaat. Te dien einde mag de consulaire post gebruik maken van alle openbare verbindingsmiddelen, van diplomatieke koeriers, van diplomatieke tassen, voorzien van het officiële zegel, en van cijfer- of codeberichten.

Wat het gebruik van de gewone verbindingsmiddelen betreft, worden ten aanzien van de consulaire posten dezelfde tarieven toegepast als ten aanzien van de diplomatieke zending van de Zendstaat.

2. De officiële briefwisseling van de consulaire post, ongeacht de verbindingsmiddelen die worden gebruikt, alsmede de diplomatieke tassen voorzien van het officieel zegel en die aan de buitenkant zichtbare kentekenen dragen waaruit hun officieel karakter blijkt, zijn onschendbaar en mogen door de overheden van de Verblijfstaat niet worden gecontroleerd of vastgehouden.

3. De diplomatieke tas kan worden toevertrouwd aan de gezagvoerder van een luchtvaartuig met als bestemming een officieel erkende luchthaven. Deze gezagvoerder dient in het bezit te zijn van een officieel document waarop aangeduid is uit hoeveel pakketten de tas is samengesteld, doch hij wordt niet als diplomatieke koerier beschouwd. De consulaire post kan een van zijn leden zenden om de tas rechtstreeks en zonder verdere formaliteiten uit handen van de gezagvoerder van het luchtvaartuig in ontvangst te nemen.

Artikel 20. Onder voorbehoud van de wetten en regelingen van de Verblijfstaat betreffende gebieden waarvan de toegang om redenen van nationale veiligheid verboden of aan beperkingen onderhevig is, dient de Verblijfstaat ieder lid van de consulaire post toe te staan zich voor de uitoefening van zijn functie vrijelijk binnen de grenzen van het consulaire ressort te bewegen.

Artikel 21. De gebouwen of gedeelten van gebouwen en het belendend terrein die uitsluitend voor consulaire doeleinden worden gebruikt, alsmede de ambts-woning van het hoofd van de consulaire post zijn onschendbaar. De autoriteiten van de Verblijfstaat mogen ze niet betreden tenzij het hoofd van de consulaire post, het hoofd van de diplomatieke zending van de Zendstaat of de door een hunner aange-vozen persoon daarin toestemt.

Artikel 22. De consulaire archieven zijn ten allen tijde en waar zij zich ook mogen bevinden onschendbaar. Geen enkel document of voorwerp dat geen verband houdt met de consulaire dienst, mag in het consulairst archief worden bewaard.

Artikel 23. De leden van de consulaire post alsmede hun inwonende gezinsleden zijn in de Verblijfstaat vrijgesteld van militaire dienst voor zover zij geen staatsburgers van deze Staat zijn.

Zij zijn eveneens vrijgesteld van elke andere verplichte dienstprestatie mits zij geen staatsburgers van de Verblijfstaat zijn, of er duurzaam verblijf houden.

Artikel 24. 1. De leden van de consulaire post alsmede hun inwonende gezinsleden, voor zover zij in de Verblijfstaat geen duurzaam verblijf houden noch er een winstgevend activiteit uitoefenen, zijn vrijgesteld van alle verplichtingen opgelegd door de wetten van de Verblijfstaat inzake vreemdelingenregistratie, verblijfsvergunning, arbeidskaart en van alle andere verplichtingen die ten aanzien van vreemdelingen gelden.

2. De bevoegde autoriteiten van de Verblijfstaat verstrekken aan de leden van de consulaire post en hun inwonende gezinsleden een passend attest.

Artikel 25. De consulaire ambtenaren kunnen zich bij de uitoefening van hun consulaire functie schriftelijk of mondeling wenden tot de bevoegde autoriteiten van hun ressort, daaronder begrepen de diensten van de centrale overheid.

Artikel 26. 1. Naar aanleiding van de uitoefening van zijn werkzaamheden, kan de consulaire post de rechten en taksen innen waarin de wetten van de Zendstaat voorzien.

2. Met betrekking tot de in paragraaf 1 van dit artikel bedoelde rechten en taksen, geniet de Zendstaat vrijstelling van alle belastingen en rechten die in de Verblijfstaat worden vastgesteld of geïnd.

TITEL IV. BEVOEGDHEDEN VAN DE CONSULAIRE AMBTENAREN

Artikel 27. De consulaire ambtenaar heeft het recht:

- a) de rechten en belangen van de Zendstaat en van zijn staatsburgers, met inbegrip van de rechtspersonen, te beschermen;
- b) de ontwikkeling van de economische, commerciële, culturele en wetenschappelijke betrekkingen tussen de Zendstaat en de Verblijfstaat in iedere vorm te begunstigen;
- c) op iedere andere wijze de ontwikkeling van de vriendschappelijke betrekkingen tussen de Zendstaat en de Verblijfstaat te bevorderen.

Artikel 28. 1. De consulaire ambtenaar heeft het recht, overeenkomstig de wetten van de Verblijfstaat, schikkingen te treffen met het oog op de behoorlijke vertegenwoordiging van de staatsburgers van de Zendstaat voor de rechtbanken en andere autoriteiten van de Verblijfstaat, wanneer deze staatsburgers om reden van

hun afwezigheid of om welke andere geldige reden ook, niet in staat zijn hun rechten en belangen tijdig te verdedigen. Hetzelfde geldt voor de rechtspersonen van de Zendstaat.

2. De in paragraaf 1 van dit artikel bedoelde vertegenwoordiging neemt een einde wanneer de vertegenwoordigde personen hun gemachtigde hebben aangewezen of zelf de verdediging van hun rechten en belangen in handen hebben genomen.

Artikel 29. De consulaire ambtenaar heeft het recht:

- a) de staatsburgers van de Zendstaat te immatriculeren;
- b) elke nationaliteitsverklaring te ontvangen waarin de wetten van de Zendstaat voorzien;
- c) paspoorten, visa en soortgelijke stukken af te geven, te vernieuwen, te wijzigen of ongeldig te verklaren.

Artikel 30. 1. De consulaire ambtenaar heeft het recht, voor zover de wetten van de Zendstaat hem daartoe machtigen:

- a) akten van geboorte en van overlijden of elke andere akte betreffende de burgerlijke stand van de staatsburgers van de Zendstaat op te maken;
- b) akten van erkenning van natuurlijke kinderen op te maken, ongeacht de nationaliteit of leeftijd van die kinderen, op voorwaarde dat de akte door een staatsburger van de Zendstaat wordt ondertekend;
- c) huwelijken te voltrekken, wanneer de aanstaande echtgenoten staatsburgers van de Zendstaat zijn, en de aan het huwelijk verbonden formaliteiten te vervullen;
- d) de ontbinding van huwelijken, uitgesproken overeenkomstig de wetten van de Zendstaat, in te schrijven;
- e) iedere akte op te maken met het oog op de adoptieve afstamming, wanneer de adoptant en de geadopteerde staatsburgers van de Zendstaat zijn.

2. De bepalingen van paragraaf 1 van dit artikel ontslaan de betrokken personen niet van de verplichting de formaliteiten te vervullen die door de wetten van de Verblijfstaat zijn voorgeschreven.

3. De bevoegde overheid van de Verblijfstaat bezorgt de consulaire post, wanneer hij hierom verzoekt, kosteloos een uittreksel van de akte van overlijden van een staatsburger van de Zendstaat.

Artikel 31. Voor zover de wetten van de Zendstaat hem daartoe machtigen, heeft de consulaire ambtenaar het recht in de Verblijfstaat, met name op de consulaire post, in zijn woning of ten huize van de staatsburgers van de Zendstaat, of aan boord van schepen van de Zendstaat, op te maken en te waarmerken:

- a) de akten en contracten, verleden tussen staatsburgers van de Zendstaat alsmede de unilaterale akten van de staatsburgers van die Staat, voor zover die akten en contracten niet strijdig zijn met de wetten van de Verblijfstaat en geen betrekking hebben op de vestiging, de overgang of het tenietgaan van rechten op onroerende goederen die in de Verblijfstaat gelegen zijn;
- b) de akten en contracten, verleden tussen enerzijds staatsburgers van de Zendstaat, en anderzijds staatsburgers van derde Staten, mits die akten en contracten uitsluitend betrekking hebben op in de Zendstaat gelegen goederen of bestaande rechten, of op zaken die in die Staat moeten worden afgehandeld.

Artikel 32. De consulaire ambtenaar heeft het recht:

- a) de handtekeningen te legaliseren welke staatsburgers van de Zendstaat op documenten hebben aangebracht;

- b) documenten te legaliseren, afschriften en vertalingen van of uittreksels van documenten voor eensluidend te verklaren;
- c) uittreksels van eenvoudige of gewaarmerkte afschriften van elk document dat hij binnen het raam van zijn bevoegdheid heeft opgemaakt, alsmede handelsdocumenten, af te geven;
- d) akten en documenten te vertalen en de vertaling ervan voor eensluidend te verklaren;
- e) testamenten en andere gelijkaardige akten op te maken, te waarmerken, te ontvangen en te bewaren, alsmede elk attest op te maken dat overeenkomstig de wetgeving van de Zendstaat mocht worden gevorderd.

Artikel 33. 1. De in artikelen 31 en 32 bedoelde akten, contracten en documenten, alsmede de afschriften en uitgiften van of uittreksels van die akten, contracten en documenten door de consulaire ambtenaren behoorlijk opgemaakt of voor eensluidend verklaard en voorzien van het zegel van de consulaire post, hebben, op voorwaarde dat ze zijn opgesteld in de door de wetten van de Zendstaat voorgeschreven vorm, in de Verblijfstaat, dezelfde rechtsgeldigheid en bewijskracht als waren die akten, contracten en documenten alsmede de afschriften, uitgiften, uittreksels of de vertalingen van die akten, contracten en documenten opgemaakt, voor eensluidend verklaard of afgegeven door de bevoegde autoriteiten van de Verblijfstaat.

2. De in paragraaf 1 vermelde akten, contracten, documenten, afschriften, uitgiften, uittreksels of vertalingen dienen, wanneer zij aan de autoriteiten van de Verblijfstaat worden voorgelegd, gelegaliseerd te zijn indien de wetgeving van die Staat zulks vereist.

Artikel 34. 1. De consulaire ambtenaar heeft het recht van de staatsburgers van de Zendstaat, documenten, geldsommen, waardevolle voorwerpen en andere hun toebehorende goederen in bewaring te nemen.

2. De documenten, geldsommen, waardevolle voorwerpen en goederen mogen slechts uit de Verblijfstaat worden uitgevoerd mits de wetgeving van die Staat wordt geëerbiedigd.

Artikel 35. 1. a) De bevoegde autoriteiten van de Verblijfstaat stellen de consulaire post in kennis van het overlijden van een staatsburger van de Zendstaat alsmede van het openvallen van een nalatenschap in de Verblijfstaat, wanneer de erfgenaam, de rechthebbende of de legataris een staatsburger van de Zendstaat is die niet in de Verblijfstaat verblijft en er niet is vertegenwoordigd;

b) Indien de consulaire ambtenaar langs een andere weg kennis krijgt van de bedoelde informatie, stelt hij de bevoegde autoriteiten van de Verblijfstaat daarvan op de hoogte.

2. a) De consulaire ambtenaar heeft het recht de bevoegde autoriteiten van de Verblijfstaat te verzoeken maatregelen te treffen voor de bewaring en het beheer van de erfgoederen die in deze Staat door of aan een staatsburger van de Zendstaat zijn nagelaten, en hem op de hoogte te brengen ingeval zij deze maatregelen al zouden getroffen hebben;

b) De consulaire ambtenaar heeft het recht persoonlijk of door bemiddeling van een vertegenwoordiger zijn medewerking te verlenen aan de tenuitvoerlegging van de onder littera a) van deze paragraaf bedoelde maatregelen.

3. Indien, na de volbrenging van de formaliteiten betreffende de nalatenschap in de Verblijfstaat, de roerende goederen van de nalatenschap of de opbrengst van

de verkoop van de roerende en onroerende goederen ten deel vallen aan een erfgenaam, een rechthebbende of een legataris, die een staatsburger van de Zendstaat is, niet in de Verblijfstaat verblijft en er geen gemachtigde heeft aangesteld, worden die goederen of de opbrengst van de verkoop ervan op de consulaire post van de Zendstaat afgegeven, op voorwaarde:

- a) dat alle schulden van de nalatenschap, aangegeven binnen de termijn bepaald door de wetgeving van de Verblijfstaat, betaald of gewaarborgd zijn;
- b) dat de successierechten betaald of gewaarborgd zijn;
- c) dat de bevoegde autoriteiten van de Verblijfstaat, indien nodig, toestemming verlenen tot overhandiging van de erfgoederen of van de opbrengst van de verkoop ervan.

4. Wanneer een staatsburger van de Zendstaat die in de Verblijfstaat geen duurzaam verblijf houdt tijdens zijn reis of doorreis in de Verblijfstaat overlijdt, worden de voorwerpen, het geld en de waardepapieren die hem toebehoren, zonder verdere formaliteiten afgegeven op de consulaire post opdat deze er overeenkomstig de wetgeving van de Zendstaat kan over beschikken. De uitvoer van die voorwerpen, geld en waardepapieren voor zover deze nodig is, is aan de wetgeving van de Verblijfstaat onderworpen.

De bepalingen van deze paragraaf gelden eveneens ten aanzien van de kapitein en de leden van de bemanning van een schip van de Zendstaat, ongeacht hun nationaliteit, die in de Verblijfstaat overlijden of verdwijnen.

Artikel 36. 1. Wanneer de autoriteiten van de Verblijfstaat ingelicht zijn over een toestand die het aanstellen van een voogd of curator voor een staatsburger van de Zendstaat vereist, brengen zij de consulaire post daarvan op de hoogte.

Van zijn kant dient de consulaire post onverwijld de bevoegde autoriteiten van de Verblijfstaat ervan in kennis te stellen dat hij een voogd of een curator heeft benoemd of zal benoemen.

2. Ten einde de belangen van minderjarigen of onbekwamen te vrijwaren, hebben de bevoegde autoriteiten van de Verblijfstaat, overeenkomstig de wetgeving van die Staat, het recht:

- a) de nodige beschermende maatregelen te treffen;
- b) een voogd of een curator te benoemen ingeval de consulaire post hun mededeelt dat deze geen voogd of curator zal aanstellen.

3. Wanneer de bevoegde autoriteiten van de Verblijfstaat maatregelen nemen voor de bescherming van minderjarigen of onbekwamen die staatsburgers van de Zendstaat zijn, heeft de consulaire ambtenaar het recht bij die autoriteiten bemiddelend op te treden met het oog op de aanstelling van een voogd of een curator en, inzonderheid, inzake het voorstellen van kandidaten voor die functies.

Artikel 37. 1. De consulaire ambtenaar heft het recht zich in verbinding te stellen met iedere staatsburger van de Zendstaat, hem te ontmoeten en hem in zijn betrekkingen met de gerechtelijke en administratieve autoriteiten van de Verblijfstaat bij te staan, hem in zijn procedures voor die autoriteiten behulpzaam te zijn, en, indien de wetgeving van de Verblijfstaat zulks veroorlooft, hem hiertoe de bijstand van een juridisch raadsman of van iedere andere persoon te bezorgen, alsmede voor die staatsburger op te treden als tolk of er een aan te wijzen om hem bij te staan. De Verblijfstaat beperkt op generlei wijze de toegang van de staatsburgers van de Zendstaat tot de consulaire post.

2. De autoriteiten van de Verblijfstaat verlenen de consulaire ambtenaar op zijn verzoek hun medewerking om inlichtingen in te winnen over ieder staatsburger van de Zendstaat, om de consulaire ambtenaar in staat te stellen met hem in verbinding te treden en hem te ontmoeten.

Deze bepaling geldt eveneens ten aanzien van de kapitein en de bemanningsleden van de schepen van de Zendstaat voor zover deze geen staatsburgers van de Verblijfstaat zijn en zij zich daartegen niet verzetten. Hun verzet dient te worden vastgesteld in het bijzijn van de consulaire ambtenaar.

Artikel 38. 1. De bevoegde autoriteiten van de Verblijfstaat stellen de consulaire post van de Zendstaat in kennis van de aanhouding van een staatsburger van die Staat, van zijn inhechtenisneming of van elke andere wijze waarop hij van zijn vrijheid is beroofd.

2. De consulaire ambtenaar heeft het recht een staatsburger van de Zendstaat die is aangehouden, in hechtenis is genomen of onder iedere andere vorm van zijn vrijheid is beroofd, of die een gevangenisstraf uitzit, te bezoeken en zich mondeling of schriftelijk met hem te onderhouden.

De in deze paragraaf bedoelde rechten dienen te worden uitgeoefend overeenkomstig de wetten en verordeningen van de Verblijfstaat, voor zover die wetten en verordeningen die rechten echter niet opheffen.

3. De bevoegde autoriteiten van de Verblijfstaat stellen een staatsburger van de Zendstaat die is aangehouden, zich in hechtenis bevindt of onder iedere andere vorm van zijn vrijheid is beroofd, onverwijld in kennis van de bepalingen van dit artikel.

Artikel 39. 1. De consulaire ambtenaar heeft het recht hulp en bijstand te verlenen aan elk schip van de Zendstaat dat zich in een haven, in de territoriale wateren of in de binnenwateren van de Verblijfstaat bevindt.

2. De consulaire ambtenaar kan zich aan boord van het schip begeven zodra het tot de vrije vaart is toegelaten, en de kapitein van het schip en de bemanningsleden kunnen zich met de consulaire ambtenaar in verbinding stellen en zich naar de consulaire post begeven, mits zij zich naar de wetgeving van de Verblijfstaat schikken.

3. De consulaire ambtenaar kan de hulp van de bevoegde autoriteiten van de Verblijfstaat inroepen voor alle aangelegenheden betreffende de uitoefening van zijn ambt ten opzichte van een schip van de Zendstaat, van de kapitein of van de bemanning van dat schip.

4. De autoriteiten van de Verblijfstaat nemen alle vereiste maatregelen om die consulaire ambtenaar in staat te stellen de in dit artikel omschreven functies uit te oefenen.

Artikel 40. 1. De consulaire ambtenaar heeft het recht:

- a) alle maatregelen te treffen om de binnenkomst, het verblijf van het schip van de Zendstaat in de haven alsook het vertrek ervan te vergemakkelijken;
- b) onverminderd de bevoegdheden van de autoriteiten van de Verblijfstaat, een onderzoek in te stellen omtrent elk incident dat zich tijdens de reis aan boord van het schip heeft voorgedaan, de kapitein en ieder lid van de bemanning te ondervragen, de boordpapieren in te kijken, verklaringen te ontvangen aangaande de reis van het schip en zijn bestemming;

- c) onverminderd de bevoegdheden van de autoriteiten van de Verblijfstaat en overeenkomstig de wetgeving van de Zendstaat, maatregelen te nemen in verband met de aan- en afmonstering van de kapitein of van ieder lid der bemanning, elk geschil te regelen dat betrekking heeft of de beroepsplichten van de kapitein of van een lid der bemanning, op de gages en op de arbeidsovereenkomst in het algemeen;
- d) maatregelen te treffen met het oog op de opneming van de kapitein of van een bemanningslid in een ziekenhuis en hun repatriëring;
- e) elke verklaring of elk ander document dat door de wetgeving van de Zendstaat met betrekking tot schepen is voorgeschreven, te ontvangen of op te maken.

2. Mits zich naar de wetgeving van de Verblijfstaat te schikken, kan de consulaire ambtenaar samen met de kapitein of leden van de bemanning voor de rechtbanken en de autoriteiten van die Staat verschijnen, hun iedere bijstand verlenen, alsmede als tolk optreden in de procedures waarin die personen voor de voornoemde rechtbanken en autoriteiten betrokken zijn.

Artikel 41. 1. Wanneer de rechtbanken of andere bevoegde autoriteiten van de Verblijfstaat voornemens zijn dwangmaatregelen te nemen of een officieel onderzoek in te stellen aan boord van een schip van de Zendstaat dat zich in de territoriale wateren of de binnenwateren van de Verblijfstaat bevindt, dienen zij de consulaire post hiervan in kennis te stellen alvorens die maatregelen toe te passen, zodat de consulaire ambtenaar aanwezig kan zijn.

Indien de consulaire ambtenaar noch zijn vertegenwoordiger aanwezig waren, heeft de consulaire ambtenaar het recht, wanneer hij de voornoemde autoriteiten hierom verzoekt, door dezen volledig te worden ingelicht over wat er gebeurd is.

2. De bepalingen van paragraaf 1 van dit artikel zijn eveneens van toepassing wanneer de kapitein of de leden van de bemanning van het schip aan wal door de bevoegde autoriteiten van de Verblijfstaat moeten worden verhoord.

3. De bepalingen van dit artikel zijn echter niet van toepassing op de gebruikelijke controles inzake douane, openbare gezondheid en paspoorten.

Artikel 42. 1. Wanneer een schip van de Zendstaat in de Verblijfstaat schipbreuk lijdt, strandt of averij oploopt, brengen de bevoegde autoriteiten van deze Staat de consulaire post zo spoedig mogelijk daarvan op de hoogte en stellen zij hem in kennis van de maatregelen die genomen werden om de zich aan boord bevindende personen, het schip en de lading te redden.

De consulaire ambtenaar kan het schip, de bemanning en de passagiers iedere bijstand verlenen en kan maatregelen nemen ter vrijwaring van de lading en voor de herstelling van het schip. Hij kan eveneens de autoriteiten van de Verblijfstaat verzoeken zulke maatregelen te nemen.

2. Wanneer de eigenaar van het schip, de kapitein of een ander bevoegd persoon niet in staat is de nodige maatregelen te nemen om het schip of de lading te bewaren of er over te beschikken, kan de consulaire ambtenaar in naam van de eigenaar van het schip de maatregelen nemen die deze laatste voor dezelfde doeleinden zou hebben kunnen nemen.

3. De bepalingen van de paragrafen 1 en 2 van dit artikel zijn eveneens van toepassing op ieder voorwerp, toebehorende aan een staatsburger van de Zendstaat en die zich aan boord bevond van een schip van die Staat of van een derde Staat, dat op de kust van de Verblijfstat of in de nabijheid ervan wordt gevonden of dat in een haven van het consulaire ressort wordt binnengebracht.

4. De bevoegde autoriteiten van de Verblijfstaat verlenen de consulaire ambtenaar alle nodige bijstand voor alle maatregelen welke in verband met de schipbreuk, de stranding of iedere andere door een schip van de Zendstaat opgelopen averij, dienen te worden genomen.

5. Het schip dat averij heeft opgelopen, zijn lading en de boordvoorraden, zijn in de Verblijfstaat vrijgesteld van douanerechten, taksen en andere soortgelijke belastingen, indien zij niet bestemd zijn om in die Staat te worden gebruikt of verbuikt.

Artikel 43. De bepalingen van de littera *b)* en *c)* van paragraaf I van artikel 40, alsmede artikel 41 zijn niet van toepassing op oorlogsschepen.

Artikel 44. De artikelen 39 tot 43 van deze Overeenkomst zijn op aangepaste wijze van toepassing op de luchtvaartuigen, onverminderd de bepalingen van de andere overeenkomsten die tussen de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen van kracht zijn.

TITEL V. ALGEMENE EN SLOTBEPALINGEN

Artikel 45. 1. Buiten de bevoegdheden waarin deze Overeenkomst voorziet, kan de consulaire ambtenaar andere consulaire bevoegdheden uitoefenen die de Zendstaat hem heeft toegekend en die niet strijdig zijn met de wetgeving van de Verblijfstaat.

2. De Zendstaat stelt de bevoegdheden van elk consulaire ambtenaar binnen het raam van deze Overeenkomst vast.

Artikel 46. Onverminderd hun voorrechten en immuniteiten, hebben alle personen die de in deze Overeenkomst omschreven voorrechten en immuniteiten genieten, tot plicht de wetten van de Verblijfstaat, daaronder begrepen de voorschriften inzake verzekeringen en het verkeer van vervoermiddelen, in acht te nemen.

Artikel 47. De consulaire ambtenaren mogen hun consulaire werkzaamheden slechts uitoefenen binnen het consulaire ressort. Daarbuiten kunnen zij deze slechts uitoefenen met de toestemming van de autoriteiten van de Verblijfstaat in ieder bepaald geval.

Artikel 48. 1. De bepalingen van deze Overeenkomst zijn eveneens van toepassing op de consulaire activiteit van de diplomatieke zending van de Zendstaat. De leden van deze zending die met de uitoefening van de consulaire functie zijn belast en wier naam en voornamen aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Verblijfstaat zijn medegedeeld genieten de rechten en zijn onderworpen aan de verplichtingen waarin deze Overeenkomst voor de consulaire ambtenaren en bedienden voorziet. Wanneer de wetgeving van de Verblijfstaat zulks vereist, wordt zonder voorbehoud en kosteloos een exequatur verleend.

2. De uitoefening van consulaire werkzaamheden door de leden van een diplomatieke zending als bedoeld in paragraaf I van dit artikel, doet geen afbreuk aan de voorrechten en immuniteiten die zij als leden van de diplomatieke zending genieten.

Artikel 49. Met de instemming van de Verblijfstaat kan een consulaire post van de Zendstaat in de Verblijfstaat consulaire functies uitoefenen voor rekening van een derde Staat.

Artikel 50. 1. Deze Overeenkomst dient te worden bekrachtigd. De akten van bekrachtiging worden uitgewisseld te Moskou.

2. De Overeenkomst treedt in werking op de dertigste dag volgend op de datum van uitwisseling van de akten van bekrachtiging en ze blijft van kracht zolang ze niet door een van de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen is opgezegd door middel van een kennisgeving welke zes maanden op voorhand schriftelijk en langs diplomatieke weg aan de andere Partij is gericht.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes ont signé le présent Protocole et l'ont revêtu de leurs sceaux.

FAIT à Bruxelles, le 12 juillet 1972, en double exemplaire, chacun en langues française, néerlandaise et russe, les versions des ces différentes langues faisant également foi.

TEN BLIJKE WAARVAN de Gevolmachtigden van de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen deze Overeenkomst hebben ondertekend en van hun zegel voorzien.

GEDAAN te Brussel, op 12 juli 1972, in twee originelen, elk daarvan in de Nederlandse, de Franse en de Russische taal, de teksten in deze onderscheiden talen zijnde gelijkelijk authentiek.

Pour Sa Majesté
le Roi des Belges :

Voor Zijne Majesteit
de Koning der Belgen :

P. HARMEL
H. FAYAT

Pour le Présidium du Soviet suprême de
l'Union des Républiques socialistes
soviétiques :

Voor het Praesidium van de Opperste
Sovjet van de Unie van Socialistische
Sovjetrepublieken :

A. GROMYKO

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

КОНСУЛЬСКАЯ КОНВЕНЦИЯ МЕЖДУ КОРОЛЕВСТВОМ БЕЛЬГИИ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК

Его Величество Король бельгийцев и Президиум Верховного Совета Союза Советских Социалистических Республик,

Желая урегулировать консульские отношения между двумя государствами и таким образом способствовать дальнейшему развитию их отношений в духе традиционной дружбы между двумя народами,

Решили заключить Консульскую Конвенцию и с этой целью назначили своими Уполномоченными:

Его Величество Король бельгийцев—Пьера Армель, Министра иностранных дел Королевства Бельгии и Анри Файя, Государственного Секретаря по вопросам внешней торговли,

Президиум Верховного Совета Союза Советских Социалистических Республик—Андрея Андреевича Громыко, Министра иностранных дел Союза Советских Социалистических Республик,

Которые после обмена своими полномочиями, найденными в надлежащем порядке и должной форме, согласились о нижеследующем.

РАЗДЕЛ I. ОПРЕДЕЛЕНИЯ

Статья 1. В настоящей Конвенции:

1. Термин «консульство» означает генеральное консульство, консульство, вице-консульство или консульское агентство.

2. Термин «глава консульства» означает консульское должностное лицо, являющееся руководителем консульства.

3. Термин «консульское должностное лицо» означает любое лицо, включая главу консульства, которому в качестве штатного консульского должностного лица поручено выполнять консульские функции; это определение включает также лиц, прикомандированных к консульству для подготовки их в консульской службе.

4. Термин «сотрудник консульства» означает лицо, выполняющее в консульстве административные или технические функции.

5. Термин «работник обслуживающего персонала» означает лицо, выполняющее обязанности по обслуживанию помещений консульства.

6. Термин «член персонала консульства» означает консульское должностное лицо, сотрудник консульства и работник обслуживающего персонала.

7. Термин «частный работник» означает лицо, состоящее исключительно на частной службе у члена персонала консульства.

8. Термин «консульский округ» означает территорию государства пребывания, в пределах которой консульское должностное лицо выполняет свои функции.

9. Термин «судно» означает любое судно, плавающее под флагом представляемого государства.

РАЗДЕЛ II. УЧРЕЖДЕНИЕ КОНСУЛЬСТВ, НАЗНАЧЕНИЕ КОНСУЛЬСКИХ ДОЛЖНОСТНЫХ ЛИЦ И СОТРУДНИКОВ КОНСУЛЬСТВ

Статья 2. 1. Консульство может быть открыто в государстве пребывания только с согласия этого государства.

2. Местонахождение консульства, его класс и округ определяются по соглашению между представляемым государством и государством пребывания.

Статья 3. До назначения главы консульства представляемое государство испрашивает дипломатическим путем согласие государства пребывания на такое назначение.

Статья 4. 1. Дипломатическое представительство государства, назначившего главу консульства, представляет Министерству иностранных дел государства пребывания консульский патент главы консульства, в котором указываются его фамилия и имя, ранг, консульский округ и местонахождение консульства.

2. Глава консульства может приступить к выполнению своих функций после признания его в этом качестве государством пребывания. Такое признание имеет место в форме экзекватуры. Экзекватура предоставляется по возможности в короткий срок и бесплатно.

Государство пребывания, когда необходимо, до выдачи экзекватуры предоставляет временное разрешение.

3. С момента признания, даже временного, власти государства пребывания принимают необходимые меры к тому, чтобы глава консульства мог выполнять свои функции и пользоваться правами, привилегиями и иммунитетами, предусмотренными настоящей Конвенцией.

Статья 5. 1. Если глава консульства в силу какой-либо причины не может выполнять свои функции или если должность главы консульства временно вакантна, представляемое государство может уполномочить для временного руководства консульством консульское должностное лицо данного или другого консульства или члена дипломатического персонала своего дипломатического представительства; фамилия такого лица предварительно сообщается Министерству иностранных дел государства пребывания.

2. Лицо, уполномоченное для временного руководства консульством, пользуется правами, привилегиями и иммунитетами главы консульства, предусмотренными настоящей Конвенцией.

3. Назначение члена дипломатического персонала дипломатического представительства представляемого государства в консульство в соответствии с пунктом 1 настоящей статьи не затрагивает привилегий и иммунитетов, которые предоставлены ему в силу его дипломатического статуса.

Статья 6. Консульским должностным лицом может быть только гражданин представляемого государства.

Статья 7. 1. Государство пребывания может в любое время уведомить представляемое государство дипломатическим путем о том, что член персонала консульства является непримлемым. По получении такого уведомления представляемое государство прекращает деятельность этого члена персонала консульства.

2. Если представляемое государство откажется выполнить или не выполнит в течение разумного срока это обязательство, государство пребывания может отказаться признавать данное лицо членом персонала консульства.

Статья 8. Представляемое государство уведомляет государство пребывания дипломатическим путем:

1. О назначении и о прибытии членов персонала консульства, их адресах в государстве пребывания, изменении их статуса, о прекращении их деятельности, а также о прибытии и отъезде членов их семей, проживающих вместе с ними;
2. О найме и увольнении частных работников.

РАЗДЕЛ III. ПРАВА, ПРИВИЛЕГИИ И ИММУНИТЕТЫ

Статья 9. Государство пребывания обеспечивает консульскому должностному лицу свою защиту и принимает необходимые меры для того, чтобы консульское должностное лицо могло выполнять свои обязанности и пользоваться правами, привилегиями и иммунитетами, предусмотренными настоящей Конвенцией, а также для обеспечения защиты консульства и жилых помещений консульских должностных лиц.

Статья 10. 1. Глава Консульства пользуется личной неприкосновенностью и иммунитетом от юрисдикции государства пребывания, кроме случаев:

- a) гражданских исков, относящихся к частному недвижимому имуществу, находящемуся на территории государства пребывания, если только он не владеет им от имени представляемого государства для целей консульства;
- b) исков, касающихся наследования, в отношении которых он выступает в качестве исполнителя завещания, попечителя над наследственным имуществом, наследника или отказополучателя как частное лицо, а не от имени представляемого государства.

Никакие исполнительные меры не могут приниматься в отношении главы консульства, за исключением случаев, предусмотренных в подпунктах «a» и «b» настоящего пункта, и не иначе как при условии, что соответствующие меры могут приниматься без нарушения неприкосновенности его личности и его резиденции.

2. Члены персонала консульства не подлежат юрисдикции государства пребывания в том, что касается их служебной деятельности. Это положение не освобождает от обязанности возмещения ущерба, причиненного средствами транспорта.

3. Консульское должностное лицо, не являющееся главой консульства, не подлежит ни аресту, ни лишению свободы в любой другой форме, ни как по предъявленному ему судебными властями обвинению в совершении тяжкого преступления или на основании вступившего в законную силу

приговора суда. В настоящей Конвенции под тяжким преступлением понимается умышленное преступление, за которое законодательство государства пребывания предусматривает тюремное заключение на срок не менее 5 лет или более серьезное наказание.

4. В случае, если консульское должностное лицо или сотрудник консульства, находясь не при исполнении своих служебных функций, совершит на территории государства пребывания действие, наказуемое по закону этого государства, представляемое государством незамедлительно уведомляется об этом дипломатическим путем. Об этом одновременно информируется глава консульства.

Статья 11. 1. Члены персонала консульства по просьбе судебных или административных властей государства пребывания могут давать показания в качестве свидетелей. Однако принятие каких-либо принудительных мер к консульскому должностному лицу или сотруднику консульства является недопустимым.

2. Судебные и административные власти государства пребывания, обратившиеся к консульскому должностному лицу или сотруднику консульства с просьбой дать показания в качестве свидетеля, принимают все разумные меры для того, чтобы не создавать помех в работе консульства, и, если это возможно, когда речь идет о консульском должностном лице, организуют получение устных или письменных показаний в консульстве или в его резиденции.

3. Консульское должностное лицо, вызванное в качестве свидетеля, может дать показания без принесения присяги.

4. Члены персонала консульства и члены их семей могут отказаться дать свидетельские показания об обстоятельствах, касающихся служебной деятельности членов персонала консульства.

Статья 12. 1. Представляемое государство может отказаться от привилегий и иммунитетов члена персонала консульства и членов его семьи. Отказ во всех случаях должен быть определенно выраженным, и о нем сообщается государству пребывания в письменной форме дипломатическим путем.

2. Отказ от иммунитета от юрисдикции по гражданским или административным делам не означает отказа от иммунитета в отношении исполнения решения, для чего требуется особый отказ.

3. Если консульское должностное лицо или сотрудник консульства предъявляет иск по делу, по которому он пользовался бы иммунитетом в силу статьи 10, он не имеет права ссылаться на иммунитет от юрисдикции в отношении любого встречного иска, непосредственно связанного с основным иском.

Статья 13. 1. Представляемое государство может в соответствии с условиями и в форме, предусматриваемой законодательством государства пребывания, приобретать в собственность, владение или пользование земельные участки, здания или части зданий, строить здания и благоустраивать земельные участки, необходимые для размещения консульства, а также для жилых помещений членов персонала консульства, являющихся гражданами представляемого государства.

Государство пребывания в случае необходимости оказывает помощь представляемому государству в осуществлении прав, предусмотренных в настоящем пункте.

2. Положения настоящей статьи не освобождают представляемое государство от необходимости соблюдать законы и правила по строительству и городскому планированию, применяемые в районе, где находятся соответствующие земельные участки, здания или части зданий.

Статья 14. Государственный флаг представляемого государства может вывешиваться на здании консульства, резиденции главы консульства и на его средствах передвижения, используемых им при исполнении служебных обязанностей.

На здании консульства может быть укреплен щит с государственным гербом представляемого государства и названием консульства на языке или языках представляемого государства и на языках государства пребывания.

Статья 15. 1. Члены персонала консульства освобождаются от уплаты всех налогов и сборов любого вида в отношении доходов, жалования, заработной платы или содержания, получаемых ими от представляемого государства за исполнение служебных функций.

2. Консульские должностные лица и сотрудники консульства освобождаются, кроме того, от всех других налогов и сборов любого вида, уплачивать которые они в ином случае были бы обязаны на законном основании, за исключением:

- a) косвенных налогов, которые обычно включаются в стоимость товаров или услуг;
- b) налогов на приобретение, собственность, строительство, владение и распоряжение частным недвижимым имуществом, находящимся на территории государства пребывания, с изъятиями, предусмотренными в статье 16;
- c) налогов на передачу имущества в государстве пребывания, в порядке дарения и наследования, за исключением случаев, предусмотренных в статье 18;
- d) налогов и сборов на все частные капиталы и доходы, источник которых находится в государстве пребывания;
- e) оплаты конкретных видов обслуживания;
- f) налогов и сборов на сделки или документы, оформляющие или касающиеся сделок, включая государственные пошлины (гербовые сборы) всех видов, налагаемые или взимаемые в связи с такими сделками, с изъятиями, предусмотренными в статье 16.

Члены семьи консульского должностного лица или сотрудника консульства, проживающие вместе с ним, пользуются теми же правами, что и консульское должностное лицо или сотрудник консульства.

3. Освобождения, предусмотренные в настоящей статье, не применяются, однако, к гражданам государства пребывания или лицам, имеющим в нем постоянное местожительство, и к лицам, занимающимся в нем частной деятельностью с целью получения прибыли.

Статья 16. 1. Представляемое государство освобождается от всех государственных, районных и местных налогов или иных подобных налогов и сборов любого вида на:

a) приобретение, собственность, владение, пользование зданиями или частями зданий, земельными участками, на строительство зданий и благоустройство земельных участков, предназначенных или используемых исключительно для консульских целей или для жилых помещений консульских должностных лиц и сотрудников консульства, не являющихся гражданами государства пребывания, не проживающих в нем постоянно и не занимающихся в нем частной деятельностью с целью получения прибыли.

b) приобретение, собственность, владение, пользование движимым имуществом, используемым исключительно для консульских целей.

2. Положения пункта 1 настоящей статьи не относятся к оплате конкретных видов обслуживания.

3. Налоговые льготы, предусмотренные пунктом 1 настоящей статьи, не распространяются на те сборы, пошлины и налоги, которыми облагаются лица, заключившие договор с представляемым государством или лицом, действующим от его имени.

Статья 17. 1. Государство пребывания в соответствии с действующими в нем законами и правилами разрешает ввоз и освобождает от всяких таможенных пошлин, налогов и связанных с этим сборов, за исключением сборов за хранение, перевозку и подобного рода услуги:

a) предметы, включая автомобили, предназначенные для служебного пользования консульства;

b) предметы, предназначенные для личного пользования консульских должностных лиц или членов их семей, проживающих вместе с ними.

2. Сотрудники консульства пользуются привилегиями и льготами, предусмотренными в пункте 1 «b» настоящей статьи в отношении предметов первоначального обзаведения.

3. Привилегии и льготы, предусмотренные пунктом 1 «b» и пунктом 2 настоящей статьи, не распространяются на граждан государства пребывания и лиц, постоянно проживающих в этом государстве.

Статья 18. В случае смерти члена персонала консульства или члена его семьи, проживавшего вместе с ним, входящее в состав наследства движимое имущество, оставшееся в государстве пребывания, освобождается от каких-либо налогов или иных подобных сборов любого вида, если умерший не является гражданином государства пребывания и не проживал в нем постоянно и если указанное имущество находилось в государстве пребывания исключительно в связи с пребыванием в этом государстве умершего в качестве члена персонала консульства или члена его семьи.

Государство пребывания разрешает вывоз движимого имущества умершего, за исключением имущества, приобретенного в этом государстве, вывоз которого ограничен или запрещен.

Статья 19. 1. Консульство имеет право сношения со своим правительством, с дипломатическим представительством и консульствами представляемого государства в государстве пребывания, а также с другими дипломатическими представительствами и консульствами представляемого государства. С этой целью консульство может пользоваться всеми обычными средствами связи, дипломатическими курьерами и официально опечатанными

дипломатическими вализами, шифром и кодом. При пользовании обычными средствами связи к консульству применяются те же тарифы, что и к дипломатическому представительству представляемого государства.

2. Служебная переписка консульства, независимо от того, какие средства связи им используются, и официально опечатанные вализы, которые имеют видимые внешние знаки, указывающие на их официальный характер, являются неприкосновенными и не подвергаются контролю или задержанию со стороны властей государства пребывания.

3. Консульская почта может быть вверена командиру экипажа гражданского самолета, направляющегося в аэропорт, прибытие в который разрешено. Командир экипажа гражданского самолета должен быть снабжен официальным документом с указанием числа мест, составляющих почту, и он не считается дипломатическим курьером. Консульство может направить одного из своих сотрудников принять консульскую почту непосредственно и беспрепятственно от командира экипажа самолета.

Статья 20. Поскольку это не противоречит законам и правилам государства пребывания о районах, въезд в которые запрещается или ограничивается по соображениям государственной безопасности, государство пребывания должно разрешать члену персонала консульства свободно передвигаться в пределах консульского округа для выполнения им своих служебных функций.

Статья 21. Здания или части зданий, используемые исключительно для целей консульства, а также земельный участок, обслуживающий эти здания или части зданий, и резиденция главы консульства неприкосновенны. Власти государства пребывания не могут вступать туда без согласия на это главы консульства, главы дипломатического представительства представляемого государства или лица, назначенного одним из них.

Статья 22. Консульские архивы являются неприкосновенными в любое время и независимо от их местонахождения. Неслужебные бумаги и посторонние предметы не должны храниться в консульских архивах.

Статья 23. Члены персонала консульства и члены их семей, проживающие вместе с ними, не являющиеся гражданами государства пребывания, освобождаются в этом государстве от службы в вооруженных силах. Они освобождаются также от всех видов принудительных повинностей при условии, что они не являются гражданами государства пребывания и не проживают в нем постоянно.

Статья 24. 1. Члены персонала консульства, а также члены их семей, проживающие вместе с ними, если они не проживают в государстве пребывания постоянно, и не занимаются в нем частной деятельностью с целью получения прибыли, освобождаются от выполнения требований, предусмотренных законодательством государства пребывания относительно регистрации, получения разрешения на жительство, работу и иных подобных требований, предъявляемых к иностранцам.

2. Компетентные власти государства пребывания выдают членам персонала консульства и членам их семей соответствующие удостоверения.

Статья 25. При исполнении своих функций консульское должностное лицо имеет право обращаться письменно и устно к компетентным властям консульского округа, включая представительства центральных учреждений.

Статья 26. 1. Консульство может в связи с выполнением консульских функций взимать установленные представляемым государством сборы.

2. Представляемое государство освобождается от уплаты всех государственных, районных и местных налогов или сборов любого вида, установленных или взимаемых в государстве пребывания в отношении сумм, указанных в пункте 1 настоящей статьи.

РАЗДЕЛ IV. КОНСУЛЬСКИЕ ФУНКЦИИ

Статья 27. Консульское должностное лицо имеет право:

- a) защищать права и интересы представляемого государства, а также его граждан, включая юридических лиц;
- b) содействовать во всех формах развитию торговых, экономических, культурных и научных связей между представляемым государством и государством пребывания;
- c) иным образом способствовать развитию дружественных отношений между представляемым государством и государством пребывания.

Статья 28. 1. Консульское должностное лицо имеет право принимать, в соответствии с законодательством государства пребывания, меры с тем, чтобы обеспечить надлежащее представительство граждан представляемого государства перед судами и другими властями государства пребывания, если они из-за отсутствия или по другим уважительным причинам не в состоянии своевременно защитить свои права и интересы. Это относится также к юридическим лицам представляемого государства.

2. Представительство, предусмотренное в пункте 1 настоящей статьи, прекращается, когда представляемые назначают своих уполномоченных или возьмут на себя защиту своих прав и интересов.

Статья 29. Консульское должностное лицо имеет право:

- a) вести учет граждан представляемого государства;
- b) принимать любые заявления, необходимые согласно законодательству представляемого государства, по вопросам гражданства;
- c) выдавать, возобновлять, вносить изменения или погашать паспорта, визы и другие аналогичные документы.

Статья 30. 1. Консульское должностное лицо, поскольку законодательство представляемого государства уполномочивает его на это, имеет право:

- a) составлять акты рождения и смерти или другие акты относительно гражданского состояния граждан представляемого государства;
- b) принимать акты признания внебрачных детей независимо от гражданства и возраста ребенка, при условии, что акт подписан гражданином представляемого государства;

- c) совершать браки в случаях, когда оба лица, вступающие в брак, являются гражданами представляемого государства, и выполнять связанные с этим формальности;
- d) регистрировать расторжение браков, совершенное согласно законодательству представляемого государства;
- e) совершать акты по усыновлению, когда усыновитель и усыновляемый являются гражданами представляемого государства.

2. Положения пункта 1 настоящей статьи не освобождают заинтересованных лиц от обязанности соблюдать формальности, требуемые законодательством государства пребывания.

3. Компетентное учреждение государства пребывания по просьбе консульства должно бесплатно переслать ему свидетельство о смерти гражданина представляемого государства.

Статья 31. Консульское должностное лицо, поскольку законодательство представляемого государства уполномочивает его на это, имеет право в государстве пребывания, в частности, в консульстве, в своей квартире, в квартирах своих граждан, а также на борту судов представляемого государства составлять и удостоверить:

- a) акты и сделки между гражданами представляемого государства, а также односторонние акты граждан этого государства, поскольку такие акты и сделки не противоречат законодательству государства пребывания и не касаются установления или передачи прав на недвижимое имущество в этом государстве;
- b) акты и сделки между гражданами представляемого государства, с одной стороны, и гражданами третьих государств, с другой стороны, поскольку эти акты и сделки относятся исключительно к имуществу или правам в представляемом государстве или касаются дел, подлежащих рассмотрению в этом государстве.

Статья 32. Консульское должностное лицо имеет право:

- a) удостоверить подписи граждан представляемого государства на документах;
- b) легализовать документы, а также удостоверить копии, переводы или выписки из документов;
- c) выдавать выписки и заверенные и незаверенные копии любого документа, составленного им в пределах его компетенции, а также коммерческие документы;
- d) переводить акты и документы и удостоверить их переводы;
- e) составлять, свидетельствовать, принимать и хранить завещания и другие подобные акты, а также выдавать любое свидетельство, которое может быть затребовано в соответствии с законодательством представляемого государства.

Статья 33. 1. Указанные в статьях 31 и 32 акты, сделки и документы, а также засвидетельствованные копии или выписки и переводы подобных актов, сделок и документов или удостоверенные консульским должностным лицом и скрепленные печатью консульства, при условии соблюдения формы, предписываемой законодательством представляемого государства, имеют в государстве пребывания такое же юридическое значение и доказательную

силу, как если бы эти акты, сделки и документы, а также засвидетельствованные копии, выписки или переводы из этих актов, сделок и документов были составлены, засвидетельствованы или выданы компетентными властями государства пребывания.

2. Перечисленные в пункте 1 акты, документы, сделки, копии, переводы или выписки, когда они предъявляются властям государства пребывания, должны быть легализованы, если это требуется по законодательству этого государства.

Статья 34. 1. Консульское должностное лицо имеет право принимать на хранение от граждан представляемого государства документы, деньги, ценности и другое принадлежащее им имущество.

2. Указанные документы, деньги, ценности и имущество могут быть вывезены из государства пребывания лишь в соответствии с законодательством этого государства.

Статья 35. 1. а) Компетентные власти государства пребывания уведомляют консульство о смерти гражданина представляемого государства, а также об открытии наследства в государстве пребывания, когда наследником по закону или по завещанию или отказополучателем является гражданин представляемого государства, не проживающий в государстве пребывания и не имеющий там своего представителя.

б) Консульское должностное лицо сообщает такую информацию компетентным властям государства пребывания, если эта информация получена им иным путем.

2. а) Консульское должностное лицо может обращаться к компетентным властям государства пребывания с просьбой принять меры по охране и управлению наследственным имуществом, оставленным в этом государстве гражданином или гражданину представляемого государства, а также уведомить его о таких мерах, в случае, когда они ими уже приняты.

б) Консульское должностное лицо может непосредственно или через представителя оказать содействие осуществлению мер, предусмотренных в подпункте «а» настоящего пункта.

3. Если после выполнения формальностей, связанных с наследством в государстве пребывания, движимое имущество, входящее в состав наследства, или сумма, вырученная от продажи движимого или недвижимого имущества, подлежат передаче наследнику по закону или по завещанию или отказополучателю, являющемуся гражданином представляемого государства, не проживающему в государстве пребывания и не назначившему представителя, то указанное имущество или сумма, полученная от его продажи, передаются консульству представляемого государства, при условии, что:

- а) оплачены или обеспечены заявленные в срок, установленный законодательством государства пребывания, долги, которыми обременено наследство;
- б) оплачены или обеспечены налоги, связанные с наследством;
- в) компетентные власти государства пребывания, когда это необходимо, разрешили передачу наследственного имущества или суммы, вырученной от его продажи.

4. В случае смерти гражданина представляемого государства, не имевшего постоянного местожительства в государстве пребывания, во время по-

ездки, находившиеся при нем предметы, деньги и ценности без каких-либо формальностей передаются консульству для поступления с ними по закону представляемого государства.

Вывоз указанных предметов, денег и ценностей, если в этом возникает необходимость, осуществляется с соблюдением законодательства государства пребывания.

Положения настоящего пункта распространяются также на капитана и членов экипажа судна представляемого государства, умерших или пропавших без вести в государстве пребывания, независимо от их гражданства.

Статья 36. 1. Власти государства пребывания при наличии у них информации извещают соответствующее консульство о случаях, когда необходимо назначить опекуна или попечителя для гражданина представляемого государства.

Консульство, в свою очередь, должно в кратчайший срок информировать компетентные власти государства пребывания о том, что оно назначило или назначит опекуна или попечителя.

2. Компетентные власти государства пребывания в соответствии с законодательством своего государства имеют право в целях охраны интересов несовершеннолетнего или недееспособного:

- a) принимать необходимые охранительные меры;
- b) назначить опекуна или попечителя в случае, если консульство уведомит власти, что оно не будет назначать опекуна или попечителя.

3. В случае, если компетентные власти государства пребывания обеспечивают охрану прав несовершеннолетнего или недееспособного гражданина представляемого государства, консульское должностное лицо может обращаться к компетентным властям государства пребывания по вопросу о назначении опекунов или попечителей и, в частности, предлагать кандидатуры для выполнения этих функций.

Статья 37. 1. Консульское должностное лицо имеет право сноситься и встречаться с любым гражданином представляемого государства, оказывать ему содействие в сношениях с судебными и административными властями государства пребывания, оказывать помощь по рассматриваемым этими властями делам, с этой целью обеспечить ему, если это разрешается законодательством государства пребывания, помощь адвоката или любого другого лица, а также выступать в качестве переводчика для такого гражданина или назначить такового для оказания ему помощи. Государство пребывания никоим образом не ограничивает доступ граждан представляемого государства в консульство.

2. Власти государства пребывания по просьбе консульского должностного лица оказывают ему содействие в получении информации о гражданах представляемого государства с тем, чтобы консульское должностное лицо могло снестись и встретиться с ними.

Это положение распространяется также на капитана или члена экипажа судна представляемого государства, не являющегося гражданином государства пребывания, если он не возражает против этого. Возражение должно быть высказано в присутствии консульского должностного лица.

Статья 38. 1. Компетентные власти государства пребывания уведомляют консульство представляемого государства об аресте, задержании или лишении свободы в иной форме гражданина этого государства.

2. Консульское должностное лицо имеет право посетить и снести лично или письменно с гражданином представляемого государства, находящимся под арестом, задержанным или лишенным свободы в иной форме или отбывающим срок тюремного заключения.

Права, указанные в настоящем пункте, должны осуществляться в соответствии с законами и правилами государства пребывания при условии, однако, что упомянутые законы и правила не аннулируют этих прав.

3. Компетентные власти государства пребывания информируют как можно раньше гражданина представляемого государства, находящегося под арестом, задержанного или лишенного свободы в иной форме, о положениях настоящей статьи.

Статья 39. 1. Консульское должностное лицо имеет право оказывать всяческое содействие и помощь судну представляемого государства в портах, территориальных или внутренних водах государства пребывания.

2. Консульское должностное лицо может подняться на борт судна, как только судну разрешено свободное сношение с берегом, а капитан судна и члены экипажа могут сноситься с консульским должностным лицом и в соответствии с законодательством государства пребывания посещать консульство.

3. Консульское должностное лицо может обращаться за помощью к компетентным властям государства пребывания по любым вопросам, касающимся выполнения его функций в отношении судна представляемого государства, капитана и членов экипажа этого судна.

4. Власти государства пребывания принимают необходимые меры для того, чтобы консульское должностное лицо могло выполнять свои функции, предусмотренные в настоящей статье.

Статья 40. 1. Консульское должностное лицо имеет право:

- a) принимать меры для того, чтобы содействовать заходу, выходу и пребыванию судна представляемого государства в порту;
- b) без ущерба для прав властей государства пребывания расследовать любые происшествия, имевшие место на борту судна представляемого государства во время плавания, опрашивать капитана и любого члена экипажа, проверять судовые документы, принимать заявления относительно плавания судна и места его назначения;
- c) без ущерба для прав властей государства пребывания и в соответствии с законодательством представляемого государства, принимать меры по найму и увольнению капитана или члена экипажа судна, разрешать всякого рода разногласия, относящиеся к профессиональным обязанностям капитана или члена экипажа, заработной плате и договору о найме вообще;
- d) принимать меры по обеспечению госпитализации и репатриации капитана или любого члена экипажа;
- e) принимать, составлять или удостоверять любую декларацию или любой иной документ, предусмотренный законодательством представляемого государства в отношении судов.

2. Консульское должностное лицо может, в соответствии с законодательством государства пребывания, выступать совместно с капитаном или членами экипажа перед судами и властями этого государства, оказывать им всяческую помощь, а также выступать в качестве переводчика по делам этих лиц перед вышеупомянутыми судами и властями.

Статья 41. 1. В случае, если суды или другие компетентные власти государства пребывания намерены предпринять принудительные действия или начать какое-либо официальное расследование на судне представляемого государства, которое находится в территориальных или внутренних водах государства пребывания, то до начала таких действий эти власти ставят в известность консульство, чтобы консульское должностное лицо могло при этом присутствовать.

Если консульское должностное лицо или лицо, его заменяющее, при этом не присутствовало, то оно может, обратившись к указанным властям, получить от них полную информацию в отношении того, что имело место.

2. Положения пункта 1 настоящей статьи применяются и в том случае, если капитан или члены экипажа судна должны допрашиваться компетентными властями государства пребывания на берегу.

3. Положения настоящей статьи не применяются, однако, к обычному таможенному, паспортному и санитарному контролю.

Статья 42. 1. Если судно представляемого государства потерпит кораблекрушение, сядет на мель или потерпит какую-либо другую аварию в государстве пребывания, то компетентные власти этого государства как можно скорее ставят об этом в известность консульство и извещают его о принятых мерах по спасению людей, судна и груза.

Консульское должностное лицо может оказывать всяческую помощь судну, членам экипажа и пассажирам, а также принимать меры по сохранению груза и ремонту судна. Оно может также обращаться к властям государства пребывания с просьбой принять такие меры.

2. Если собственник, капитан или другое уполномоченное лицо не в состоянии принять необходимые меры по сохранению или распоряжению судном или грузом, то консульское должностное лицо может принимать от имени собственника судна такие меры, которые мог бы принять для таких целей сам собственник.

3. Положения пунктов 1 и 2 настоящей статьи применяются также к любому предмету, являющемуся собственностью гражданина представляемого государства и находящемуся на судне представляемого государства или третьего государства, найденному на берегу или вблизи от берега государства пребывания или доставленному в порт консульского округа.

4. Компетентные власти государства пребывания оказывают консульскому должностному лицу необходимое содействие в предпринимаемых им мерах, связанных с кораблекрушением и другой аварией судна.

5. Потерпевшее аварию судно, его груз и запасы не облагаются в государстве пребывания таможенными пошлинами, если они не передаются для использования в этом государстве.

Статья 43. Положения подпунктов «b» и «с» пункта 1 статьи 40 и статьи 41 не применяются к военным судам.

Статья 44. Статьи 39-43 настоящей Конвенции без ущерба для других действующих между Высокими Договаривающимися Сторонами соглашений соответственно применяются к воздушным судам.

РАЗДЕЛ V. ОБЩИЕ И ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЕ ПОСТАНОВЛЕНИЯ

Статья 45. 1. Помимо функций, предусмотренных настоящей Конвенцией, консульское должностное лицо может выполнять другие консульские функции, порученные ему представляемым государством, если они не противоречат законодательству государства пребывания.

2. Установление функций каждого консульского должностного лица в рамках настоящей Конвенции относится к компетенции представляемого государства.

Статья 46. Все лица, которым согласно настоящей Конвенции предоставляются привилегии и иммунитеты, обязаны, без ущерба для их привилегий и иммунитетов, уважать законы и правила государства пребывания, включая законы и правила страхования и регулирования движения средств транспорта.

Статья 47. Консульские должностные лица имеют право выполнять свои функции только в консульском округе. За его пределами они могут выполнять свои функции только с согласия властей государства пребывания в каждом конкретном случае.

Статья 48. 1. Положения настоящей Конвенции применяются также к консульской деятельности дипломатического представительства представляемого государства. На сотрудников дипломатического представительства представляемого государства, которым поручено выполнение консульских функций, имена и фамилии которых сообщены Министерству иностранных дел государства пребывания, распространяются предусмотренные настоящей Конвенцией права и обязанности консульских должностных лиц и сотрудников консульства. Если это предусмотрено законодательством государства пребывания, экзекватура должна быть выдана безоговорочно и бесплатно.

2. Осуществление консульских функций сотрудниками дипломатического представительства, указанными в пункте 1 настоящей статьи, не затрагивает привилегий и иммунитетов, которыми они пользуются как сотрудники дипломатического представительства.

Статья 49. Консульство представляемого государства может с согласия государства пребывания взять на себя выполнение консульских функций в государстве пребывания в пользу третьего государства.

Статья 50. Настоящая Конвенция подлежит ратификации. Обмен ратификационными грамотами состоится в

Настоящая Конвенция вступит в силу на тридцатый день после обмена ратификационными грамотами и будет оставаться в силе до тех пор, пока одна из Высоких Договаривающихся Сторон не денонсирует ее, предварительно уведомив об этом другую Договаривающуюся Сторону за шесть месяцев в письменной форме дипломатическим путем.

В удостоверение чего Уполномоченные Высоких Договаривающихся Сторон подписали настоящую Конвенцию и скрепили ее своими печатами.

Совершено в Брюсселе 12 июля 1972 года в двух экземплярах, каждый на французском, голландском и русском языках, причем тексты на этих языках имеют одинаковую силу.

От имени
Его Величества
Короля Бельгийцев:

[Signed — Signé]¹

[Signed — Signé]²

От имени
Президиума Верховного Совета
Союза Советских Социалистических
Республик:

[Signed — Signé]³

¹ Signed by P. Harmel — Signé par P. Harmel.

² Signed by H. Fayat — Signé par H. Fayat.

³ Signed by A. Gromyko — Signé par A. Gromyko.

PROTOCOLE

À LA CONVENTION CONSULAIRE ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

Au moment de signer la Convention consulaire en date de ce jour entre le Royaume de Belgique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques (ci-après dénommée «la Convention»), les Plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes sont convenus de ce qui suit :

1. La notification à un poste consulaire prévue au paragraphe 1 de l'article 38 de la Convention doit s'effectuer dans un délai de cinq jours à partir du jour de l'arrestation, de la détention ou de la privation de liberté sous quelque forme que ce soit d'un ressortissant de l'Etat d'envoi.

2. Les droits de visite et de communication d'un fonctionnaire consulaire visés au paragraphe 2 de l'article 38 de la Convention, à l'égard d'un ressortissant de l'Etat d'envoi, sont conférés dans le délai de dix jours à partir du jour de l'arrestation, de la détention ou de la privation de liberté sous quelque forme que ce soit du ressortissant.

3. Les droits de visite et de communication d'un fonctionnaire consulaire visés au paragraphe 2 de l'article 38 de la Convention, à l'égard d'un ressortissant de l'Etat d'envoi, arrêté, détenu, privé de liberté sous quelque forme que ce soit ou purgeant une peine d'emprisonnement, sont conférés périodiquement.

4. Le présent Protocole fait partie intégrante de la Convention.

[DUTCH TEXT — TEXTE NÉERLANDAIS]

PROTOCOL

BIJ DE CONSULAIRE OVEREENKOMST TUSSEN HET KONINKRIJK BELGIË EN DE UNIE VAN SOCIALISTISCHE SOVJETREPUBLICEN

Op het oogenblik van de ondertekening op heden van de Consulaire Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken (hierna « de Overeenkomst» genoemd), zijn de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen het volgende overeengekomen:

1. De kennisgeving aan een consulaire post zoals bedoeld in paragraaf 1 van artikel 38 van de Overeenkomst dient te worden gedaan binnen en termijn van vijf dagen, te rekenen vanaf de dag waarop een staatsburger van de Zendstaat is aangehouden, in hechtenis genomen of op elke andere wijze van zijn vrijheid is beroofd.
2. Het recht van een consulaire ambtenaar om een staatsburger van de Zendstaat te bezoeken en zich met hem in verbinding te stellen zoals bedoeld in paragraaf 2 van artikel 38 van de Overeenkomst, wordt verleend binnen een termijn van tien dagen, te rekenen vanaf de dag waarop die staatsburger is aangehouden, in hechtenis genomen of op elke andere wijze van zijn vrijheid is beroofd.
3. Het in paragraaf 2 van artikel 38 van deze Overeenkomst bedoelde recht van een consulaire ambtenaar een staatsburger van de Zendstaat die is aangehouden, in hechtenis genomen, of op elke andere wijze van zijn vrijheid is beroofd of die een gevangenisstraf uitzit, te bezoeken en zich met hem in verbinding te stellen, wordt regelmatig toegekend.
4. Dit Protocol maakt een integrerend deel uit van de Overeenkomst.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes ont signé le présent Protocole et l'ont revêtu de leurs sceaux.

FAIT à Bruxelles, le 12 juillet 1972, en double exemplaire, chacun en langues française, néerlandaise et russe, les versions dans ces différentes langues faisant également foi.

TEN BLIJKE WAARVAN de gevolmachtigden van de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen dit Protocol hebben ondertekend en van hun zegel hebben voorzien.

GEDAAN te Brussel, op 12 juli 1972, in twee originelen, elk daarvan in de Nederlandse, de Franse en de Russische taal, de teksten in deze onderscheiden talen zijnde gelijkelijk authentiek.

Pour Sa Majesté
le Roi des Belges :

Voor Zijne Majesteit
de Koning der Belgen :

P. HARMEL
H. FAYAT

Pour le Présidium du Soviet suprême de
l'Union des Républiques socialistes
soviétiques :

Voor het Praesidium van de Opperste
Sovjet van de Unie van Socialistische
Sovjetrepublieken :

A. GROMYKO

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

ПРОТОКОЛ

К КОНСУЛЬСКОЙ КОНВЕНЦИИ МЕЖДУ КОРОЛЕВСТВОМ БЕЛЬГИИ
И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК

При подписании сего числа Консульской Конвенции между Королевством Бельгии и Союзом Советских Социалистических Республик (далее именуемой «Конвенцией»), Уполномоченные Высоких Договаривающихся Сторон согласились о нижеследующем:

1. Уведомление консульства, предусмотренное в пункте 1 статьи 38 Конвенции, производится в течение пяти дней со дня ареста, задержания или лишения свободы в иной форме гражданина представляемого государства.

2. Права консульского должностного лица посещать и сноситься с гражданином представляемого государства, упомянутые в пункте 2 статьи 38 Конвенции, представляются в течение десяти дней со дня ареста, задержания или лишения свободы в иной форме такого гражданина.

3. Права консульского должностного лица, указанные в пункте 2 статьи 38 Конвенции, посещать и сноситься с гражданином представляемого государства, находящимся под арестом, задержанным или лишенным свободы в иной форме или отбывающим срок тюремного заключения, предоставляются на периодической основе.

4. Настоящий Протокол является неотъемлемой частью Конвенции.

В удостоверение чего Уполномоченные Высоких Договаривающихся Сторон подписали настоящий Протокол и скрепили его своими печатями.

Совершено в Брюсселе 12 июля 1972 года в двух экземплярах, каждый на французском, голландском и русском языках, причем тексты на этих языках имеют одинаковую силу.

От имени
Его Величества
Короля Бельгийцев

[Signed — Signé]¹

[Signed — Signé]²

От имени
Президиума Верховного Совета
Союза Советских Социалистических
Республик

[Signed — Signé]³

¹ Signed by P. Harmel — Signé par P. Harmel.

² Signed by H. Fayat — Signé par H. Fayat.

³ Signed by A. Gromyko — Signé par A. Gromyko.

ÉCHANGE DE LETTRES

EXCHANGE OF LETTERS

I

[DUTCH TEXT — TEXTE NÉERLANDAIS]

Bruxelles, le 12 juillet 1972

Brussel, 12 juli 1972

Monsieur le Ministre,

Au moment de signer la Convention consulaire entre nos deux pays, j'ai l'honneur, au nom de mon Gouvernement, d'informer Votre Excellence que la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg ont signé à Bruxelles, le 30 septembre 1965¹, une Convention relative à la coopération dans le domaine consulaire.

C'est pourquoi, je me permets de proposer à Votre Excellence que, sur base de l'article 49 de la Convention entre nos deux pays, l'Union des Républiques socialistes soviétiques reconnaisse aux fonctionnaires consulaires belges le droit d'exercer des fonctions consulaires pour la défense des intérêts luxembourgeois en Union des Républiques socialistes soviétiques.

Au cas où le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques peut marquer son accord sur cette proposition, la présente lettre et la réponse de Votre Excellence feront partie intégrante de la Convention consulaire entre nos deux pays.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

[Signé]

P. HARMEL

Ministre des Affaires étrangères

A Son Excellence
Monsieur A. Gromyko
Ministre des Affaires étrangères

Mijnheer de Minister,

Op het ongeblek van de ondertekening van de consulaire Overeenkomst tussen onze beide landen heb ik de eer Uwe Excellentie namens mijn Regering mede te delen dat België en het Groothertogdom Luxemburg op 30 september 1965 te Brussel een Overeenkomst betreffende de samenwerking op consulaire gebied hebben ondertekend.

Derhalve weze het mij geoorloofd Uwe Excellentie voor te stellen dat, op grond van artikel 49 van de Overeenkomst tussen onze beide landen, de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken aan de Belgische consulaire ambtenaren het recht zou toekennen hun consulaire activiteiten mede ter bescherming van de Luxemburgse belangen in de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken uit te oefenen.

Ingeval de Regering van de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken met dit voorstel instemt, zullen deze brief en het desbetreffende antwoord van Uwe Excellentie een onafscheidelijk deel uitmaken van de Overeenkomst tussen onze beide landen.

Gelieve, Mijnheer de Minister, de hernieuwde verzekering mijner zeer bijzondere hoogachting wel te willen aanvaarden.

[Signed — Signé]

P. HARMEL

Minister van Buitenlandse Zaken

Aan Zijne Excellentie
de Heer A. Gromyko
Minister van Buitenlandse Zaken

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 590, p. 35.

II

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

Ваше Превосходительство,

Имею честь подтвердить получение письма Вашего Превосходительства от сего числа следующего содержания:

«При подписании сего числа Консульской Конвенции между нашими странами я имею честь от имени моего Правительства сообщить Вашему Превосходительству, что Бельгия и Великое Герцогство Люксембургское подписали 30 сентября 1965 года в Брюсселе Конвенцию о сотрудничестве в области консульских отношений.

«Поэтому я позволю себе предложить Вашему Превосходительству, чтобы на основе Статьи 49 Конвенции между нашими странами Союз Советских Социалистических Республик признал за бельгийскими консульскими должностными лицами право осуществлять консульские функции по защите люксембургских интересов в СССР.

«В случае, если Правительство Союза Советских Социалистических Республик согласно с этим предложением, настоящее письмо и ответ Вашего Превосходительства будут составлять неотъемлемую часть Конвенции между двумя нашими государствами.»

Настоящим имею честь подтвердить согласие Правительства Союза Советских Социалистических Республик с предложением, изложенным в Вашем письме, а также с тем, чтобы письмо Вашего Превосходительства и настоящий ответ на него составляли неотъемлемую часть Консульской Конвенции между двумя нашими странами.

Примите, Ваше Превосходительство, уверения в моем весьма высоком уважении.

[Signed — Signé]¹

Брюссель, 12 июля 1972 года.

Его Превосходительству господину Пьеру Армелю
Министру Иностранных Дел Королевства Бельгии
г. Брюссель

¹ Signed by A. Gromyko — Signé par A. Gromyko.

[TRADUCTION — TRANSLATION]

Bruxelles, le 12 juillet 1972

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence en date de ce jour et dont la teneur est la suivante :

[*Voir lettre 1*]

J'ai également l'honneur de marquer l'accord du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur la proposition contenue dans la lettre de Votre Excellence, ainsi que sur le fait que sa lettre et la présente réponse à celle-ci feront partie intégrante de la Convention consulaire entre nos deux pays.

Je prie Votre Excellence d'agréer l'assurance de ma très haute considération.

[A. GROMYKO]

A Son Excellence Monsieur Pierre Harmel
Ministre des Affaires étrangères du Royaume de Belgique
Bruxelles

¹ Traduction fournie par le Gouvernement belge.

² Translation supplied by the Government of Belgium.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONSULAR CONVENTION¹ BETWEEN THE KINGDOM OF
BELGIUM AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST RE-
PUBLICS

His Majesty the King of the Belgians and the Presidium of the Supreme Soviet of the Union of Soviet Socialist Republics,

Desiring to regulate consular relations between the two States and thus to promote the further development of their relations in the spirit of the traditional friendship between the two peoples,

Have decided to conclude a Consular Convention and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of the Belgians: Pierre Harmel, Minister for Foreign Affairs of the Kingdom of Belgium and Henri Fayat, State Secretary for Foreign Trade;

The Presidium of the Supreme Soviet of the Union of Soviet Socialist Republics: Mr. Andrei Andreïevitch Gromyko, Minister for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics,

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

CHAPTER I. DEFINITIONS

Article 1. For the purposes of this Convention:

1. The term “consular post” shall mean a consulate-general, consulate, vice-consulate or consular agency.
2. The term “head of consular post” shall mean a consular officer who is in charge of a consular post.
3. The term “consular officer” shall mean any person, including the head of a consular post, who is entrusted as a career consular officer with the exercise of consular functions; the term shall also include persons assigned to a consular post for training in consular duties.
4. The term “consular employee” shall mean any person who performs administrative or technical duties at the consular post.
5. The term “member of the service staff” shall mean any person who performs domestic duties at the consular post.
6. The term “member of the consular staff” shall mean a consular officer, consular employee or member of the service staff.
7. The term “member of the private staff” shall mean any person employed exclusively in the private service of a member of the consular post.
8. The term “consular district” shall mean the territory of the receiving State assigned to a consular post for the exercise of consular functions.
9. The term “vessel” shall mean any vessel flying the flag of the sending State.

¹ Came into force on 25 July 1975, i.e., the thirtieth day that followed the date of the exchange of the instruments of ratification, which took place at Moscow on 25 June 1975, in accordance with paragraphs 1 and 2 of article 50.

CHAPTER II. ESTABLISHMENT OF CONSULAR POSTS AND APPOINTMENT OF CONSULAR OFFICERS AND CONSULAR EMPLOYEES

Article 2. 1. A consular post may be opened in the receiving State only with the latter's consent.

2. The seat of the consular post, its classification and the consular district shall be determined by agreement between the sending State and the receiving State.

Article 3. Prior to the appointment of the head of a consular post, the sending State shall obtain, through the diplomatic channel, the consent of the receiving State to such appointment.

Article 4. 1. The diplomatic mission of the State appointing the head of a consular post shall present to the Ministry of Foreign Affairs of the receiving State the consular commission of appointment of the head of the consular post, specifying his full name, his class, his consular district and the seat of the consular post.

2. The head of a consular post may take up his duties after the receiving State has recognized him in that capacity. Such recognition shall be granted in the form of an exequatur. The exequatur shall be granted as soon as possible and free of charge.

Pending delivery of the exequatur the receiving State may grant provisional authorization if necessary.

3. As soon as the head of a consular post has been recognized, even on a provisional basis, the authorities of the receiving State shall make the necessary arrangements to enable him to perform his duties and to enjoy the rights, privileges and immunities to which he is entitled under this Convention.

Article 5. 1. If the head of a consular post is unable for any reason to carry out his functions or if the position of head of consular post is temporarily vacant, the sending State may authorize a consular officer belonging to the same or another consular post or a member of the diplomatic staff of its diplomatic mission to act as temporary head of the consular post; the name of the person concerned shall be notified in advance to the Ministry of Foreign Affairs of the receiving State.

2. A person authorized to act as temporary head of the consular post shall enjoy the rights, privileges and immunities accorded to the head of a consular post under this Convention.

3. The appointment of a member of the diplomatic staff of the diplomatic mission of the sending State to a consular post in accordance with paragraph 1 of this article shall not affect the privileges and immunities accorded to him by virtue of his diplomatic status.

Article 6. Only nationals of the sending State may be consular officers.

Article 7. 1. The receiving State may at any time notify the sending State through the diplomatic channel that a member of the consular staff is unacceptable. On receiving such notification, the sending State shall terminate the functions of the member of the consular staff concerned.

2. If the sending State declines to carry out this obligation or fails to carry it out within a reasonable time, the receiving State may decline to recognize the person concerned as a member of the consular staff.

Article 8. The sending State shall notify the receiving State through the diplomatic channel:

1. of the appointment and arrival of members of the consular staff, of their addresses in the receiving State, of any changes in their status, of the termination of their functions, and of the arrival and departure of members of their families residing with them;
2. of the engagement and discharge of members of the private staff.

CHAPTER III. RIGHTS, PRIVILEGES AND IMMUNITIES

Article 9. The receiving State shall afford protection to consular officers and shall make the necessary arrangements to enable them to perform their functions and to enjoy the rights, privileges and immunities to which they are entitled under this Convention, and also to ensure the protection of the consular post and the living quarters of consular officers.

Article 10. 1. The head of a consular post shall enjoy personal inviolability and immunity from the jurisdiction of the receiving State except in the following cases:

- (a) actions relating to private immovable property situated in the territory of the receiving State, unless he holds it on behalf of the sending State for consular purposes;
- (b) actions relating to succession, in which he is acting as executor, administrator, heir or legatee in a private capacity and not on behalf of the sending State.

No measures of execution may be taken in respect of the head of consular post, except in the cases coming under subparagraphs (a) and (b) of this paragraph and provided that the measures concerned can be taken without infringing the inviolability of his person or living quarters.

2. Members of the consular staff shall not be subject to the jurisdiction of the receiving State in matters connected with their official duties. This provision does not provide exemption from the obligation to pay compensation for damage caused by means of transport.

3. A consular officer who is not the head of a consular post shall not be subject to arrest or deprivation of liberty in any other form unless he is charged by the judicial authorities with a grave crime or unless a final judicial sentence has been imposed on him. For the purposes of this Convention, the term "grave crime" shall mean a deliberate crime punishable under the law of the receiving State by imprisonment for a period of at least five years or a more serious punishment.

4. Where a consular officer or consular employee has committed, in the territory of the receiving State and while not acting in his official capacity, an act punishable under the law of that State, the sending State shall be immediately notified through the diplomatic channel. The head of the consular post shall also be immediately notified of the fact.

Article 11. 1. Members of the consular staff may give evidence as witnesses if requested to do so by the judicial or administrative authorities of the receiving State. However, no coercive measures may be applied against consular officers or consular employees.

2. The judicial or administrative authorities of the receiving State requesting a consular officer or consular employee to give evidence as a witness shall take all reasonable measures to avoid interfering with the work of the consular post and in the case of a consular officer shall, wherever possible, arrange for the taking of such evidence, orally or in writing, at the consular post or at his residence.

3. A consular officer called upon to give evidence may testify without taking an oath.

4. Members of the consular staff and members of their families may refuse to give evidence concerning matters connected with the official duties of members of the consular staff.

Article 12. 1. The sending State may waive the privileges and immunities of members of the consular staff and members of their families. Such waivers shall in all cases be express, and the receiving State shall be notified thereof in writing through the diplomatic channel.

2. A waiver of immunity from jurisdiction in civil and administrative proceedings shall not imply a waiver of immunity in respect of execution of a decision, for which a separate waiver shall be necessary.

3. If a consular officer or consular employee brings an action in a case in which he would enjoy immunity in accordance with article 10, he shall not be entitled to invoke immunity from jurisdiction in respect of any counter-claim directly connected with the principal claim.

Article 13. 1. The sending State may, under the conditions and in the form provided for in the law of the receiving State, acquire as property, hold or obtain the use of any land, buildings or parts of buildings, construct buildings and improve land as required for the purposes of establishing a consular post and for living quarters for members of the consular staff who are nationals of the sending State.

Where necessary, the receiving State shall assist the sending State in exercising the rights provided for in this paragraph.

2. The provisions of this article shall not be construed so as to exempt the sending State from the obligation to comply with any building or town-planning laws or regulations applicable to the area in which the land, buildings or parts of buildings concerned are situated.

Article 14. The national flag of the sending State may be flown from the consular post, from the residence of the head of the consular post and on his means of transport used by him in the performance of his official duties.

A shield bearing the national coat of arms of the sending State and an inscription designating the consular post in the language or languages of the sending State and in the languages of the receiving State may be affixed to the building occupied by the consular post.

Article 15. 1. Members of the consular staff shall be exempt from the payment of all taxes and dues of any kind on the emoluments, salaries, wages or allowances received by them from the sending State for the performance of their official duties.

2. Consular officers and consular employees shall, furthermore, be exempt from the payment of all other taxes and dues of any kind for which they would otherwise be legally liable, with the exception of:

- (a) indirect taxes of the kind normally incorporated in the price of goods or charge for services;
- (b) taxes on the acquisition, ownership, construction, occupation and disposal of private immovable property situated in the territory of the receiving State, subject to the exceptions provided for in article 16;

- (c) taxes on the transfer of property within the receiving State by way of gifts or succession, except in the cases provided for in article 18;
- (d) taxes and dues on any private capital and income derived from a source within the receiving State;
- (e) charges levied for specific services rendered;
- (f) taxes and dues on transactions or on instruments recording or relating to transactions, including State duties (stamp duties) of any kind imposed or collected in connexion therewith, subject to the exceptions provided for in article 16.

Members of the family of a consular officer or consular employee residing with him shall enjoy the same rights as the consular officer or consular employee.

3. The exemptions provided for in this article shall not apply, however, to nationals or permanent residents of the receiving State and to persons engaged in a private occupation for gain in that State.

Article 16. 1. The sending State shall be exempt from the payment of all national, regional and local taxes or other similar taxes and dues of any kind on:

- (a) the acquisition, ownership, occupation or use of buildings or parts of buildings, land, the construction of buildings and the improvement of land intended or used exclusively for consular purposes or for living quarters for consular officers and consular employees who are not nationals or permanent residents of the receiving State and are not engaged in any private occupation for gain in that State;
- (b) the acquisition, ownership, occupation or use of movable property intended or used exclusively for consular purposes.

2. The provisions of paragraph 1 of this article shall not apply to charges levied for specific services rendered.

3. The exemptions from taxation provided for in paragraph 1 of this article shall not apply to dues, duties and taxes which are payable by persons who have contracted with the sending State or with a person acting on its behalf.

Article 17. 1. The receiving State shall, in accordance with the laws and regulations in force, permit the entry of and grant exemption from all customs duties, taxes and related dues other than dues for storage, cartage and similar services to:

- (a) articles, including motor vehicles, intended for the official use of the consular post;
- (b) articles intended for the personal use of consular officers or members of their families residing with them.

2. Consular employees shall enjoy the privileges and exemptions provided for in paragraph 1 (b) of this article in respect of articles imported at the time of first installation.

3. Nationals and permanent residents of the receiving State shall not enjoy the privileges and exemptions provided for in paragraph 1 (b) and paragraph 2 of this article.

Article 18. 1. If a member of the consular staff or a member of his family residing with him dies and leaves movable property in the receiving State, no taxes or other similar dues of any kind shall be imposed on such property, provided that the deceased was not a national or permanent resident of the receiving State and that the

presence of the property in that State was due solely to the presence of the deceased in his capacity as a member of the consular staff or member of the family.

2. The receiving State shall authorize the export of the deceased's movable property, except for articles acquired in that State whose export is restricted or prohibited.

Article 19. 1. A consular post shall have the right to communicate with its Government, with the diplomatic mission and consular posts of the sending State in the receiving State, and with other diplomatic missions and consular posts of the sending State. For this purpose the consular post may use all ordinary means of communication, diplomatic couriers, officially sealed diplomatic bags, cipher and code. The same rates shall apply to a consular post in the use of ordinary means of communication as to the diplomatic mission of the sending State.

2. The official correspondence of a consular post, regardless of the means of communication use, and officially sealed bags bearing visible external marks of their official character shall be inviolable, shall not be subject to inspection and shall not be detained by the authorities of the receiving State.

3. A consular bag may be entrusted to the captain of a civil aircraft scheduled to land at an authorized port of entry. The captain of the aircraft shall be provided with an official document indicating the number of packages constituting the bag, but he shall not be considered a diplomatic courier. The consular post may send one of its members to take possession of the consular bag directly and freely from the captain of the aircraft.

Article 20. Subject to the laws and regulations of the receiving State concerning areas entry into which is prohibited or restricted for reasons of national security, members of the consular staff shall be permitted by the receiving State to travel freely within the limits of their consular districts for the purpose of performing their official duties

Article 21. Buildings or parts of buildings used solely for the purposes of the consular post, land appurtenant thereto and the residence of the head of the consular post shall be inviolable. The authorities of the receiving State may not enter such places except with the consent of the head of the consular post, the head of the diplomatic mission of the sending State, or a person designated by one of them.

Article 22. The consular archives shall be inviolable at all times and wherever they may be. Private papers and extraneous objects may not be kept in the consular archives.

Article 23. Members of the consular staff and members of their families residing with them shall, provided that they are not nationals of the receiving State, be exempt in that State from service in the armed forces.

They shall also be exempt from compulsory public service of any kind, provided that they are not nationals or permanent residents of the receiving State.

Article 24. 1. Members of the consular staff and members of their families residing with them shall, provided that they are not permanent residents of the receiving State and are not engaged in any private occupation for gain in that State, be exempt from requirements under the laws of the receiving State relating to registration, residence and work permits, and other similar requirements for aliens.

2. The competent authorities of the receiving State shall issue to members of the consular staff and members of their families the appropriate certificates.

Article 25. In the performance of their duties, consular officers shall be entitled to apply to and correspond with the competent authorities within the consular district, including representatives of the central authorities.

Article 26. 1. A consular post may, in connexion with the exercise of consular functions, levy the fees prescribed by the law of the sending State.

2. The sending State shall be exempt from the payment of all national, regional and local taxes or dues or any kind prescribed or levied in the receiving State in respect of the sums referred to in paragraph 1 of this article.

CHAPTER IV. CONSULAR FUNCTIONS

Article 27. A consular officer shall be entitled:

- (a) to defend the rights and interests of the sending State and of its nationals, including bodies corporate;
- (b) to further in every way the development of commercial, economic, cultural and scientific relations between the sending State and the receiving State;
- (c) to contribute in other ways to the development of friendly relations between the sending State and the receiving State.

Article 28. 1. A consular officer shall be entitled, subject to the laws and regulations of the receiving State, to take steps to ensure that nationals of the sending State are suitably represented before the courts and other authorities of the receiving State where such nationals are unable, owing to absence or for other valid reasons, to protect their own rights and interests within the appropriate time-limits. The same provision shall apply to bodies corporate of the sending State.

2. The representation provided for in paragraph 1 of this article shall cease when the persons represented appoint their own agents or themselves assume the protection of their rights and interests.

Article 29. A consular officer shall be entitled:

- (a) to keep a register of nationals of the sending State;
- (b) to receive any applications relating to nationality which are required under the law of the sending State;
- (c) to issue, renew, amend and cancel passports, visas and other similar documents.

Article 30. 1. A consular officer shall, where authorized to do so by the law of the sending State, be entitled:

- (a) to issue certificates of birth or death or other certificates relating to the civil status of nationals of the sending State;
- (b) to receive certificates of the acknowledgement of children born out of wedlock, regardless of the nationality or age of the child, provided that the certificate is signed by a citizen of the sending State;
- (c) to solemnize marriages where both parties are nationals of the sending State, and carry out the formalities connected with this function;
- (d) to register divorces granted in accordance with the law of the sending State;
- (e) to issue certificates of adoption where the adopter and the person being adopted are nationals of the sending State.

2. The provisions of paragraph 1 of this article shall not exempt the persons concerned from the obligation to comply with the formalities required by the law of the receiving State.

3. The competent authority of the receiving State shall, at the request of the consular post, transmit to it, free of charge, the death certificates of nationals of the sending State.

Article 31. A consular officer shall, where authorized to do so by the law of the sending State, be entitled to draw up and certify in the receiving State, in particular at the consular post, at his living quarters or at the living quarters of nationals of his country and on board vessels of the sending State:

- (a) instruments and contracts between nationals of the sending State and unilateral instruments of nationals of that State, provided that such instruments and contracts are not contrary to the law of the receiving State and do not relate to the establishment, transfer or extinction of rights to immovable property situated in that State;
- (b) instruments and contracts between nationals of the sending State, on the one hand, and nationals of other States, on the other hand, provided that such instruments and contracts relate exclusively to property or rights in the sending State or to business to be transacted in that State.

Article 32. A consular officer shall be entitled:

- (a) to certify the signatures appended to documents by nationals of the sending State;
- (b) to legalize documents and to certify copies or translations of or extracts from documents;
- (c) to issue extracts and certified and uncertified copies of any document drawn up by him within the scope of his competence, as well as commercial documents;
- (d) to translate instruments and documents and to certify such translations;
- (e) to draw up, attest, accept and retain for safe-keeping wills and other similar instruments and to issue any attestation that may be required by the law of the sending State.

Article 33. 1. The instruments, contracts and documents referred to in articles 31 and 32, as well as attested copies or translations of or extracts from such instruments, contracts and documents or those certified by a consular officer and bearing the official seal of the consular post, shall, provided that they have been executed in conformity with the laws of the sending State, have in the receiving State the same legal effect and evidential value as if those instruments, contracts and documents, as well as copies or translations of or extracts from those instruments, contracts and documents, had been drawn up, attested or issued by the competent authorities of the receiving State.

2. Instruments, contracts, documents, copies, translations and extracts referred to in paragraph 1 which are to be submitted to the authorities of the receiving State shall be subject to legalization if the law of that State so requires.

Article 34. 1. A consular officer shall be entitled to accept for safekeeping, from nationals of the sending State, documents, money, valuables and other property belonging to them.

2. Such documents, money, valuables and property may be exported from the receiving State only in accordance with the law of that State.

Article 35. 1. (a) The competent authorities of the receiving State shall notify the consular post of the death of nationals of the sending State and of the opening of a succession in the receiving State where a statutory or testamentary heir or legatee is a national of the sending State not resident in the receiving State and not represented there.

(b) The consular officer shall transmit such information to the competent authorities of the receiving State if he receives the information by other means.

2. (a) A consular officer may request the competent authorities of the receiving State to take measures for the protection and administration of an estate left in that State by a national or to a national of the sending State, and to inform him of such measures where they have already been taken by the said authorities.

(b) The consular officer may assist, either directly or through a representative, in carrying out the measures referred to in subparagraph (a) of this paragraph.

3. If, after the completion of succession proceedings in the receiving State, the movable estate or the proceeds of the sale of the movable or immovable estate are to descend to a statutory or testamentary heir or legatee being a national of the sending State who is not resident in the receiving State and has not appointed a representative, such estate or proceeds shall be delivered to the consular post of the sending State, provided that:

(a) all claims on the estate presented within the period prescribed by the law of the receiving State have been paid or secured;

(b) the estate duties have been paid or secured;

(c) the competent authorities of the receiving State have authorized delivery of the estate or proceeds where such authorization is required.

4. If a national of the sending State not permanently resident in the receiving State dies while travelling, any articles, money and valuables in his possession shall be delivered to the consular post, without formal proceedings, for such action as may be required by the law of the sending State.

The export of such articles, money and valuables, where necessary, shall be subject to compliance with the law of the receiving State.

The provisions of this paragraph shall also apply to the captain and members of the crew of a vessel of the sending State who have died or disappeared in the receiving State, regardless of their nationality.

Article 36. 1. Where the authorities of the receiving State have knowledge of a case in which it is necessary to appoint a guardian or curator for a national of the sending State, they shall so inform the competent consular post.

The consular post shall, in turn, notify the competent authorities of the receiving State as soon as possible that it has appointed or will appoint a guardian or curator.

2. The competent authorities of the receiving State shall be entitled, in accordance with the law of that State and with a view to protecting the interests of a minor or other person lacking full capacity:

(a) to take the necessary protective measures;

(b) to appoint a guardian or curator in cases where the consular post has informed those authorities that it will not appoint a guardian or curator.

3. Where the competent authorities of the receiving State make arrangements for the protection of the rights of a minor or other person lacking full capacity who

is a national of the sending State, a consular officer may apply to those authorities with regard to the appointment of a guardian or curator and, in particular, may propose candidates for the exercise of those functions.

Article 37. 1. A consular officer shall be entitled to communicate with and meet any national of the sending State, to assist him in his dealings with the judicial and administrative authorities of the receiving State, to render aid in connexion with proceedings pending before such authorities and to that end, subject to compliance with the law of the receiving State, to provide him with the assistance of a lawyer or any other person, as well as to serve as an interpreter for such a national or to appoint one to assist him. The receiving State shall in no way restrict the access of nationals of the sending State to the consular post.

2. The authorities of the receiving State shall, at the request of a consular officer, assist him in obtaining information concerning nationals of the sending State, so that he may communicate with and meet them.

This provision shall also apply to the captain and members of the crew of a vessel of the sending State who are not nationals of the receiving State, provided they do not object. Such objection must be expressed in the presence of the consular officer.

Article 38. 1. Where a national of the sending State is arrested, detained or otherwise deprived of liberty, the competent authorities of the receiving State shall so notify the consular post of the sending State.

2. Where a national of the sending State has been arrested, detained or otherwise deprived of liberty or is serving a term of imprisonment, the consular officer shall be entitled to visit and communicate orally or in writing with him.

The rights referred to in this paragraph shall be exercised in accordance with the laws and regulations of the receiving State, provided, however, that the said laws and regulations do not invalidate these rights.

3. The competent authorities of the receiving State shall, as soon as possible, inform a national of the sending State who is under arrest, in detention or otherwise deprived of his liberty, concerning the provisions of this article.

Article 39. 1. A consular officer shall be entitled to extend any kind of assistance and aid to a vessel of the sending State in the ports and territorial or inland waters of the receiving State.

2. A consular officer may board a vessel as soon as the vessel has received *pratique*, and the master of the vessel and members of the crew may communicate with a consular officer and may visit the consular post, subject to compliance with the law of the receiving State.

3. A consular officer may request assistance from the competent authorities of the receiving State on any matters relating to the performance of his functions with respect to vessels of the sending State and the master and members of the crew of such vessels.

4. The authorities of the receiving State shall take the necessary measures to enable consular officers to perform their functions as provided for in this article.

Article 40. 1. A consular officer shall be entitled:

(a) to take measures to facilitate the entry into, departure from and stay in port of a vessel of the sending State;

- (b) without prejudice to the rights of the authorities of the receiving State, to investigate any incident occurring on board a vessel of the sending State during its voyage, question the master and any member of the crew, examine the vessel's papers, and take statements with regard to its voyage and destination;
- (c) without prejudice to the rights of the authorities of the receiving State and in accordance with the law of the sending State, to take measures with regard to the hiring or discharge of the master or any member of the crew, and to settle disputes of any kind relating to the professional duties of the master or a member of the crew, or to wages or the contract of hire in general;
- (d) to make arrangements for the treatment in hospital and the repatriation of the master or any member of the crew;
- (e) to receive, draw up or authenticate any declaration or other document prescribed by the law of the sending State in connexion with vessels.

2. A consular officer may, in accordance with the law of the receiving State, appear with the master or members of the crew in court and before the authorities of that State, render them any assistance and serve as an interpreter in proceedings involving those persons before the above-mentioned courts and authorities.

Article 41. 1. Where the courts or other competent authorities of the receiving State intend to take any coercive measures or to institute any official investigation on board a vessel of the sending State which is in the territorial or inland waters of the receiving State, the competent authorities shall so inform the consular post before initiating such action so as to enable a consular officer to be present at the proceedings.

If the consular officer or his representative was not present at such proceedings, he may, on application to the competent authorities, receive from them a full report of what took place.

2. The provisions of paragraph 1 of this article shall also apply in the event that the master or members of the crew of a vessel are to be questioned ashore by the competent authorities of the receiving State.

3. The provisions of this article shall not apply, however, to any routine customs, passport or sanitary examination.

Article 42. 1. Where a vessel of the sending State is wrecked, runs aground, or is otherwise damaged in the receiving State, the competent authorities of the latter State shall notify the consular post as soon as possible of the occurrence and of the measures taken to save lives, the vessel and the cargo.

A consular officer may extend all possible assistance to the vessel, the members of its crew and its passengers and may take measures to safeguard the cargo and repair the vessel. He may also request the authorities of the receiving State to take such measures.

2. Where neither the owner, the master nor any other authorized person is in a position to make the necessary arrangements for the custody or disposal of the vessel or its cargo, a consular officer may, on behalf of the owner of the vessel, make such arrangements as the owner himself could have made for such purposes.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 of this article shall also apply to any article which belongs to a national of the sending State and is on board a vessel of the sending State or of a third State found on or near the coast of the receiving State or brought into a port in the consular district.

4. The competent authorities of the receiving State shall extend the necessary assistance to the consular officer in his action in connexion with the wreck of the vessel or any other damage sustained by it.

5. The damaged vessel and its cargo and supplies shall not be subject to customs duty in the receiving State unless they are transferred for use in that State.

Article 43. The provisions of article 40, paragraph 1 (b) and (c), and of article 41 shall not apply to warships.

Article 44. Articles 39-43 of this Convention, without prejudice to other agreements in force between the High Contracting Parties, shall also apply, *mutatis mutandis*, to aircraft.

CHAPTER V. GENERAL AND FINAL PROVISIONS

Article 45. 1. In addition to the functions provided for by this Convention, a consular officer may exercise other consular functions entrusted to him by the sending State, provided they are not contrary to the law of the receiving State.

2. The determination of the functions of each consular officer in the context of this Convention shall be within the competence of the sending State.

Article 46. All persons enjoying privileges and immunities under this Convention shall be obligated, without prejudice to their privileges and immunities, to comply with the laws and regulations of the receiving State, including those relating to traffic and vehicle insurance.

Article 47. A consular officer shall be entitled to exercise his functions only in the consular district. Beyond the limits of the district a consular officer may exercise his functions only with the agreement of the authorities of the receiving State in each specific instance.

Article 48. 1. The provisions of this Convention shall also apply to consular functions performed by the diplomatic mission of the sending State. Members of the staff of the diplomatic mission of the sending State who are entrusted with the performance of consular functions and whose names have been made known to the Ministry of Foreign Affairs of the receiving State shall be accorded the same rights and be subject to the same obligations as are provided for by this Convention in the case of consular officers and employees. If the law of the receiving State so provides, the exequatur shall be granted without conditions and free of charge.

2. The performance of consular functions by members of the staff of the diplomatic mission referred to in paragraph 1 of this article shall not affect the privileges and immunities to which they are entitled as members of the diplomatic mission.

Article 49. The consular post of the sending State may, subject to the agreement of the receiving State, undertake to perform consular functions in the receiving State on behalf of a third State.

Article 50. 1. This Convention is subject to ratification. The exchange of the instruments of ratification shall take place at Moscow.

2. This Convention shall enter into force on the thirtieth day following the date of the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force until

such time as one of the High Contracting Parties denounces it after giving the other Contracting Party six months notice to that effect in writing through the diplomatic channel.

IN WITNESS WHEREOF the Plenipotentiaries of the High Contracting Parties have signed this Convention and have thereto affixed their seals.

DONE at Brussels on 12 July 1972, in duplicate, in the French, Dutch and Russian languages, all language versions being equally authentic.

For His Majesty
the King of the Belgians:

P. HARMEL
H. FAYAT

For the Presidium of the Supreme Soviet
of the Union of Soviet Socialist
Republics:

A. GROMYKO

PROTOCOL

TO THE CONSULAR CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF BELGIUM AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

Upon signing this day the Consular Convention between the Kingdom of Belgium and the Union of Soviet Socialist Republics (hereinafter referred to as "the Convention") the Plenipotentiaries of the High Contracting Parties have agreed as follows:

1. The notification to a consular post provided for in article 38, paragraph 1, of the Convention shall take place within five days from the date on which a national of the sending State is arrested, detained or otherwise deprived of liberty.

2. The right of a consular officer to visit and communicate with a national of the sending State provided for in article 38, paragraph 2, of the Convention shall be accorded within 10 days from the date on which such national is arrested, detained or otherwise deprived of liberty.

3. The right of a consular officer provided for in article 38, paragraph 2, of the Convention to visit and communicate with a national of the sending State who has been arrested, detained or otherwise deprived of liberty or is serving a term of imprisonment shall be accorded on a periodic basis.

4. This Protocol shall constitute an integral part of the Convention.

IN WITNESS WHEREOF the Plenipotentiaries of the High Contracting Parties have signed this Protocol and have thereto affixed their seals.

DONE at Brussels on 12 July 1972, in duplicate, in the French, Dutch and Russian languages, all language versions being equally authentic.

For His Majesty
the King of the Belgians:

P. HARMEL
H. FAYAT

For the Presidium of the Supreme Soviet
of the Union of Soviet Socialist
Republics:

A. GROMYKO

EXCHANGE OF LETTERS

I

Brussels, 12 July 1972

Sir,

On the occasion of the signing of the Consular Convention between our two countries, I have the honour to inform you, on behalf of my Government, that Belgium and the Grand Duchy of Luxembourg, on 30 September 1965¹ at Brussels, signed a Convention concerning co-operation in consular matters.

I therefore propose that, on the basis of article 49 of the Convention between our two countries, the Union of Soviet Socialist Republics should recognize Belgian consular officers as having the right to perform consular functions on behalf of Luxembourg in the Union of Soviet Socialist Republics.

If the Government of the Union of Soviet Socialist Republics can indicate its agreement to this proposal, this letter and your reply shall constitute an integral part of the Consular Convention between our two countries.

Accept, Sir, etc.

[Signed]

P. HARMEL
Minister for Foreign Affairs

His Excellency Mr. A. Gromyko
Minister for Foreign Affairs

II

Brussels, 12 July 1972

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of today's date which reads as follows:

[See letter I]

I have the honour to confirm the agreement of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics to the proposal contained in your letter and also to the proposal that your letter and this reply to it should constitute an integral part of the Consular Convention between our two countries.

Accept, Sir, etc.

[A. GROMYKO]

His Excellency Mr. Pierre Harmel
Minister for Foreign Affairs of the Kingdom of Belgium
Brussels

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 590, p. 35.

